



IDRC-TS30f

Éducation, travail et emploi: revue sommaire

Maureen Woodhall

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement ; il concentre son activité dans cinq secteurs : agriculture, alimentation et nutrition ; information ; santé ; sciences sociales ; et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Proche-Orient.

©Centre de recherches pour le développement international, 1982
Adresse postale : B.P. 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

Woodhall, M.

CRDI, Ottawa CA

IDRC-TS30f

Éducation, travail et emploi : revue sommaire. Ottawa, Ont., CRDI, 1982.
56 p.

/Éducation/, /niveau d'éducation/, /planification de l'éducation/, /emploi/,
/marché du travail/, /pays en développement/ - /recherche pédagogique/,
/analyse du contenu/.

CDU : 37.015.6

ISBN : 0-88936-339-0

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English.

La edición española de esta publicación también se encuentra disponible.

IDRC-TS30f

ÉDUCATION, TRAVAIL ET EMPLOI :
revue sommaire

Maureen Woodhall

Rédigée par le Groupe consultatif de révision de la recherche, la présente publication est tout d'abord parue dans la série " Rapports Manuscrits " du CRDI (IDRC-MR5). Mais compte tenu des demandes d'information de plus en plus nombreuses le texte original revu et corrigé a été réédité dans notre collection d'Études techniques.

ÉDUCATION, TRAVAIL ET EMPLOI :
revue sommaire

La présente publication, préparée par Maureen Woodhall, s'inscrit dans une série de rapports⁽¹⁾ résumant les revues de la situation dans certains domaines de la recherche en éducation. Cette collection comprend également le résumé des comptes rendus de colloques portant sur l'ensemble d'un sujet ou encore des résumés d'évaluations réalisées sur un certain nombre d'expériences dans un secteur donné.

Le rapport a été rédigé sous les auspices du Groupe consultatif de révision de la recherche éducationnelle, projet du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa (Canada). Pour obtenir d'autres exemplaires du présent rapport ou des informations sur le projet, s'adresser au CRDI (GCRR), B.P. 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9.

Cette collection de rapports poursuit des fins diverses. Cependant, elle s'adresse plus particulièrement à ceux qui, tout en étant au courant des recherches de façon générale, désirent approfondir une question précise. Au nombre des lecteurs qu'elle tente de rejoindre, notons les personnes oeuvrant au sein d'organisations nationales ou internationales, des organismes de financement, des ministères ou départements dont le mandat comprend l'établissement des priorités de recherches, l'affectation des fonds nécessaires à ces recherches ou la prestation de services de consultation auprès d'organismes chargés de travaux connexes. Le coordonnateur du projet sera très reconnaissant au lecteur de toute information qu'il pourra lui faire parvenir à l'adresse ci-dessus au sujet des utilisations qui sont faites du présent rapport et de toute observation qui pourrait contribuer à rendre la série plus utile.

(1) La série comprend notamment les ouvrages suivants : L'alphabétisation (IDRC-MR1) ; La malnutrition et le développement de l'enfant (IDRC-MR7).

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉS DE REVUES PUBLIÉES

L'ÉDUCATION ET LE PROBLÈME DE L'EMPLOI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (Mark Blaug)	5
RECHERCHES DU PEM : REVUE CRITIQUE (P. Thandika Mkandawire)	9
ÉDUCATION ET EMPLOI EN AMÉRIQUE LATINE (Ernesto Schiefelbein)	17
RÔLE DE LA PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION EN SITUATION DE CHÔMAGE (QUELQUES GRANDES QUESTIONS) (UNESCO)	22
UTILISATION DES DIPLÔMES SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL : BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE (Angela Little)	26
EFFETS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SUR LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT : BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE (Angela Little)	30
ÉDUCATION ET TRAVAIL : ÉVALUATION ET INVENTAIRE DES RECHERCHES ACTUELLES (George Psacharopoulos)	33

VUE D'ENSEMBLE

ÉDUCATION, TRAVAIL ET EMPLOI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT Maureen Woodhall	39
BIBLIOGRAPHIE	55

L'ÉDUCATION ET LE PROBLÈME DE L'EMPLOI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT⁽¹⁾

Contenu

Cette étude s'inscrit dans le Programme d'emploi mondial de l'OIT. Elle tente d'évaluer la responsabilité des autorités en matière d'éducation dans le problème du chômage et du sous-emploi dans les pays en voie de développement. Elle commence par définir le " problème de l'emploi " et montre que celui-ci est plus complexe qu'on ne le suppose généralement.

L'auteur examine les aspects économiques de l'éducation pour tenter de dégager des indications pratiques des recherches récentes notamment en ce qui concerne la valeur économique de l'éducation, et il se demande si la rémunération supérieure des travailleurs instruits est le résultat de leurs connaissances et de leurs compétences ou s'explique par une sélection sociale ou autre.

L'auteur aborde ensuite les diverses solutions qui ont été proposées pour résoudre les problèmes du chômage des personnes instruites, du chômage massif, du sous-emploi et de la pauvreté. Il examine aussi bien les solutions dites " traditionnelles ", comme les contingentements ou l'insistance sur la formation professionnelle, que des solutions plus radicales, comme l'abolition des examens ou de l'enseignement traditionnel pour le réorganiser en système qui s'étale vraiment sur toute la durée de la vie. Il termine en demandant quelles sont les politiques de réforme de l'éducation ou du marché du travail qui sont réalisables et comment elles peuvent contribuer à la solution du problème de l'emploi.

Hypothèses

L'étude analyse un certain nombre d'hypothèses sur l'éducation et l'emploi qui ont constitué le fondement de recherches ou de projets, notamment des missions de l'OIT en Colombie, en Iran, au Kenya et à Sri Lanka. L'auteur commence par examiner les conclusions de deux rapports de l'OIT :

" Le problème trouve ses causes dans l'interaction entre le régime traditionnel des études et la structure des salaires et traitements par le biais de l'attribution des emplois et de la rémunération en fonction, essentiellement, des diplômes ". (Tiré du rapport de la mission au Kenya) et

(1) Publiée par l'Organisation internationale du travail, Genève, 1973, 89 pages.
Auteur : Mark Blaug, professeur en économie de l'éducation, Université de Londres,
Institut de l'Éducation, 56, Gordon Square, Londres, WC1H 0NT.

" Il est évident que l'éducation n'est aucunement responsable du problème de déséquilibre global (c'est-à-dire entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre). Ce n'est pas en modifiant le système d'enseignement qu'on améliorera les perspectives d'emploi... Toutefois, l'éducation est certainement mise en cause par l'un des problèmes de déséquilibre structurel, celui de l'harmonisation des possibilités d'emploi et des aspirations des travailleurs. "

L'objet du rapport est d'examiner ces conclusions et certaines autres auxquelles de nombreux auteurs prêtent une valeur d'axiome pour voir si elles se confirment dans les faits. D'autres hypothèses sont également étudiées, dont celle voulant que l'éducation contribue à la croissance économique et que les gains de la main-d'oeuvre instruite soient proportionnels à sa productivité. Le propos de l'auteur est toujours de vérifier la validité de ces hypothèses plutôt que de les adopter dès le départ.

La seule hypothèse explicite est la suivante : " Il y a place pour une politique de l'éducation, mais seulement comme partie intégrante d'une stratégie globale de l'emploi... Tout est interdépendant, d'où la nécessité d'une stratégie complète de développement ". Et même là, l'auteur apporte des réserves, car il reconnaît qu'on peut trouver dans cette affirmation " un prétexte parfait pour ne rien faire " ; or, tout le propos de l'étude est de se demander ce qu'on peut faire. Blaug compare diverses politiques en fonction de leur effet probable sur différents aspects du problème de l'emploi ; il soutient cependant que " il peut y avoir un compromis entre les objectifs d'emploi et de production, mais qu'il est néanmoins possible d'échapper au dilemme, ce que certains pays ont très nettement réussi à faire ".

Sources et méthodes

On trouve des citations de nombreuses études aussi bien théoriques que pratiques, la plupart du temps dans le domaine de l'économie de l'éducation, mais l'auteur n'a fait appel à aucune méthode ou source spéciale pour ses recherches.

Résumé

a) Le problème de l'emploi

Une étude des diverses définitions et les manifestations du chômage ou du sous-emploi démontrent que le " problème de l'emploi " dans les pays en développement est en fait une série de problèmes qui se recoupent, dont le chômage apparent des jeunes, aussi bien ceux qui ont quitté l'école que les diplômés et la faiblesse des revenus, et donc la pauvreté, de certains groupes de travailleurs qui ont un emploi.

b) Affectation des ressources en éducation

Presque tous les pays en voie de développement souffrent d'un sous-investissement persistant dans l'enseignement primaire et d'un surinvestissement tout aussi constant pour les études supérieures. Une analyse de rentabilité de l'éducation ne peut à elle seule démontrer que les ressources sont mal réparties, mais elle donne une bonne idée du réaménagement souhaitable, notamment au profit de la base de la pyramide ; il doit y avoir des investissements plus généreux au titre de l'enseignement primaire, mais les efforts déployés pour accroître la formation professionnelle dans le cadre de la scolarisation comme telle sont mal dirigés.

c) Valeur économique de l'éducation

L'éducation concourt à une plus grande productivité des travailleurs, et c'est pourquoi les employeurs accordent aux travailleurs qui ont fait des études une rémunération supérieure à celle des travailleurs analphabètes ou peu instruits. Toutefois, la valeur économique de l'éducation réside dans son effet sur l'attitude, la motivation, les aptitudes sociales et la capacité de communication et non pas uniquement dans les compétences de production ou les connaissances techniques qu'elle permet d'acquérir. C'est un fait que l'éducation agit en partie comme un dispositif de sélection permettant aux employeurs de repérer les travailleurs possédant les qualités recherchées, mais ce n'est pas là sa seule valeur sur le plan économique ; en effet, elle favorise l'épanouissement de l'esprit d'initiative, l'autonomie et d'autres qualités personnelles précieuses aux yeux des employeurs à qui elle permet de déceler ces qualités.

d) Réformes de l'éducation permettant d'atténuer le chômage des travailleurs instruits

Le contingentement peut être utile pour limiter l'expansion des études supérieures dans certains pays, mais, dans bien des cas, cette solution n'est guère applicable. Dans nombre de pays, on pourrait augmenter les frais de scolarité, ce qui entraînerait une réduction de la demande d'études supérieures ; ce serait également une solution plus équitable que les formules actuelles de subvention, pourvu qu'on adopte des programmes de prêts aux étudiants.

D'autres solutions, comme une insistance accrue sur la formation professionnelle, les campagnes d'alphabétisation des adultes, les programmes spéciaux à l'intention des zones rurales ou " une formation pour le travail indépendant " ont été vouées à l'échec, car nous connaissons trop mal les effets de l'éducation sur les valeurs ainsi que les valeurs nécessaires pour favoriser la croissance économique et l'expansion de l'emploi.

Les solutions plus radicales, telle l'abolition des examens, voire du système de scolarisation lui-même, ne sont pas une réponse non plus, puisqu'on n'a pas encore mis au

point des tests d'aptitude satisfaisants pour remplacer les examens et que les ténors de la " déscolarisation " ne proposent aucune solution de rechange réaliste, surtout pour les pays en développement. Quoi qu'il en soit, certaines réformes du programme d'études et les propositions qui visent à retarder de quelques années l'accès aux études supérieures peuvent avoir leur importance pour mettre en lumière les hypothèses traditionnelles en matière d'éducation.

e) Réformes du marché du travail

Des modifications s'imposent dans les différences de traitements et les pratiques d'embauche si l'on veut réduire les avantages que le particulier retire des études supérieures et donc la demande, et ainsi éviter une course aux diplômes effrénée.

Enfin, l'étude examine un certain nombre de croyances largement répandues au sujet de l'éducation et de l'emploi, celle, par exemple, voulant que l'éducation aggrave le problème de chômage en transformant le sous-emploi rural en un chômage apparent dans les villes. L'auteur démontre qu'il s'agit de simplifications abusives, tout autant que le sont les affirmations selon lesquelles le problème du chômage trouvera une solution rapide dans les réformes de l'éducation. Il conclut en réclamant des " ajustements sociaux non systématiques ", de préférence à une recherche " d'idées brillantes qui résoudre toutes nos difficultés du jour au lendemain ".

Recherches futures

Les propositions d'expériences et de recherches futures sont nombreuses, particulièrement sur le fonctionnement réel du marché du travail dans les pays en développement, l'influence de l'éducation sur les valeurs et la motivation et l'effet d'autres méthodes de financement de l'éducation ou d'autres structures salariales. " Il faut persuader les autorités en matière d'éducation des pays en voie de développement que nous ne savons pas comment accorder l'éducation aux possibilités d'emploi et que nous ne le saurons jamais tant qu'on n'aura pas fait d'expériences contrôlées sur le terrain ".

Notons, parmi les questions précises à étudier :

- 1) la qualité des enseignants, le genre de personnes attirées vers l'enseignement et leur formation pédagogique ;
- 2) comment réformer le programme d'études pour insister sur la solution de problèmes plutôt que l'acquisition de connaissances ;
- 3) comment élaborer un mode d'enseignement à l'extérieur des écoles qui soit souple et sache répondre aux besoins locaux.

RECHERCHES DU PEM : REVUE CRITIQUE⁽¹⁾

Contenu

Ce rapport tente d'évaluer certaines des recherches effectuées dans le cadre du Programme d'emploi mondial (PEM) de l'Organisation internationale du travail. L'analyse n'a pour objet que les travaux financés par la Suède, qui portent sur trois grandes questions :

- (i) Répartition du revenu et emploi
- (ii) Technologie et emploi
- (iii) Emploi rural

Outre une revue critique des recherches financées par le gouvernement suédois, le rapport fournit un bref résumé des méthodes et objectifs du PEM, de son programme de recherche ainsi qu'une liste des divers organismes gouvernementaux et internationaux qui financent la recherche et enfin une bibliographie de quatre pages reprenant toutes les publications du PEM consultées par l'auteur pour la rédaction de sa revue.

Sources

Au moment de la rédaction du rapport (septembre 1976), le bilan de publications du PEM était de plus de 400 livres, articles et documents de travail sur les problèmes de l'emploi dans les pays en voie de développement. La revue porte essentiellement sur quatre livres et une dizaine d'articles de la Revue internationale du travail et une cinquantaine de documents de travail de l'OIT, ouvrages qui exposent les résultats des recherches dans deux domaines :

- (i) Répartition du revenu et emploi
- (ii) La technologie et l'emploi

Ces publications, parues pour la plupart entre 1970 et 1975, ne sont pas toutes explicitement mentionnées bien que l'auteur en résume les grandes conclusions et fasse mention du rapport général de l'OIT sur le Programme d'emploi mondial : Croissance de l'emploi et besoins fondamentaux (OIT, 1976). De plus, quelques autres publications intéressantes sont signalées dans le rapport qui constitue donc un résumé précieux des principaux comptes rendus de recherches publiés dans ces deux domaines.

(1) Publiée par SAREC, rapport n° R : 1976, Stockholm : Agence suédoise de la coopération en matière de recherche avec les pays en développement, 44 pages. Auteur : P. Thandika Mkandawire.

La troisième question abordée dans le rapport, celle de la pauvreté rurale et de l'emploi, se rapporte au plus récent des trois projets de recherche traités ; au moment de la rédaction (septembre 1976), le PEM n'avait encore publié aucun résultat, de sorte que la dernière partie de la revue résume simplement l'objet des diverses activités de recherche du PEM sur l'emploi en zone rurale.

Objectifs du PEM

L'objectif global du PEM est le suivant :

" aider les États membres (de l'OIT) à élaborer des lignes directrices spécifiques permettant aux décideurs politiques et aux planificateurs nationaux d'atténuer le chômage et le sous-emploi en accélérant la création de possibilités d'emplois rémunérés productifs et les aider à élaborer et à appliquer les politiques et mesures voulues pour donner suite à ces lignes directrices ".

Les activités du PEM comprennent des missions d'emploi en Colombie, au Kenya, aux Philippines et à Sri Lanka, l'établissement d'équipes régionales d'emploi en Afrique, en Asie et en Amérique latine, des équipes nationales d'emploi à l'intention des pays qui demandent expressément l'aide de l'OIT, ainsi que les recherches faisant l'objet de ce rapport. Voici les objectifs spécifiques des travaux de recherche :

- (i) cerner et définir clairement les principaux problèmes de politique qui se posent en matière d'emploi ;
- (ii) étendre les connaissances sur la nature, l'ampleur et les types de problèmes d'emploi ainsi que sur les politiques et les programmes qui conviennent pour les résoudre ;
- (iii) réévaluer la planification et les politiques de développement économique et social afin de préciser " une stratégie d'emploi globale " ;
- (iv) stimuler la recherche à l'échelle mondiale sur les problèmes d'emploi notamment pour les travailleurs des pays en développement.

Hypothèses

L'hypothèse initiale des recherches du PEM voulait que le chômage soit le problème fondamental à résoudre ; toutefois, on a tout de suite constaté que le débat devait plutôt être orienté vers la pauvreté et que " on ne pouvait espérer que son éradication soit automatiquement le sous-produit de politiques visant simplement à accroître l'emploi ". L'auteur estime que le programme de recherche du PEM a contribué de façon appréciable au fonds de connaissances sur les problèmes de développement économique en démontrant les limites de toute approche qui s'en tient à un seul aspect du sous-développement - la

sous-utilisation de la main-d'oeuvre - et en faisant porter son attention sur le problème général de la pauvreté plutôt que sur le chômage seulement.

L'auteur procède à un examen critique des hypothèses de recherche du PEM, notamment en matière de répartition du revenu et d'emploi. L'hypothèse fondamentale de la plupart des travaux de recherche sur la répartition du revenu veut que dans les pays en développement une plus grande égalité de répartition accroisse l'emploi, et que la répartition du revenu influe sur l'emploi par le truchement :

- a) du volume de l'épargne qui, à son tour, agit sur le taux d'investissement ;
- b) des habitudes de consommation qui, à leur tour, déterminent les techniques de production employées dans une économie et, par conséquent, le nombre des emplois.

C'est sur ce deuxième aspect que le PEM met l'accent ainsi que sur l'hypothèse qu'il traduit ; selon celle-ci, une répartition plus égale du revenu entre les riches et les pauvres entraînera une augmentation de la demande de produits à forte proportion de main-d'oeuvre (denrées alimentaires et vêtements, par exemple) ce qui stimulera l'emploi ; selon l'auteur, cette hypothèse est souvent considérée comme un fait bien qu'elle ne s'appuie sur aucune donnée. Aux termes de son étude des publications du PEM, l'auteur se dit frappé du fait que, malgré tout l'accent mis sur les effets de la répartition du revenu et de l'emploi, on ait fait si peu de recherches pour contrôler la validité de l'hypothèse de base. Il conclut qu'une bonne partie de la recherche jette des doutes sur les " conceptions simplistes de l'interaction de l'emploi et de la répartition du revenu ".

Les recherches sur la technologie et l'emploi ont examiné certaines hypothèses fondamentales qui ont dominé les travaux antérieurs dans ce domaine :

- a) l'hypothèse des " coefficients fixes des facteurs de production par rapport aux résultats " c'est-à-dire que les possibilités de choix sont limitées entre les diverses techniques de production ;
- b) l'hypothèse de techniques variables à l'infini, ce qui veut dire qu'il faut choisir, par exemple, entre les techniques à forte proportion de main-d'oeuvre et à concentration de capitaux pour trouver la technologie qui convient le mieux.

L'hypothèse selon laquelle les techniques de production sont rigoureusement déterminées par l'état de la technologie et que la même technique soit utilisée pour fabriquer un produit donné, peu importe l'ampleur de la demande ou les prix relatifs de la main-d'oeuvre et des biens d'immobilisation ne trouve pas confirmation dans les études du PEM ; en effet, celle-ci démontre qu'il est possible de fabriquer le même produit au moyen

d'une grande gamme de méthodes différentes qui, toutes, peuvent être efficaces sur le plan technologique. Toutefois, de nombreuses recherches ont démontré la complexité des questions que pose le choix des techniques et des effets sur l'emploi et elles font ressortir une fois de plus la nécessité de réexaminer les hypothèses qui ont servi à certains travaux antérieurs.

L'auteur conclut que, " dans bien des cas, le PEM a démontré la fragilité des fondements de la plupart des théories, politiques ou conceptualisations du chômage ".

Résumé des résultats des recherches

Ce résumé des principaux résultats de recherches propose un bref aperçu de l'évaluation que fait l'auteur des études du PEM ainsi que de leurs conclusions.

(i) Répartition du revenu et emploi

En cette matière, le premier objet des recherches était d'examiner l'ampleur des disparités de revenus dans les différents pays ainsi que les tendances qui se dégagent avec le temps dans la répartition des revenus. Selon les observations, la relation entre l'égalité de la répartition du revenu et le développement économique se traduirait par une courbe parabolique ; les pays caractérisés par un sous-développement économique extrême ou un degré d'industrialisation et de développement très élevé affichent une répartition du revenu beaucoup plus égale que les pays situés dans la moyenne. Entre ces deux extrêmes, plus l'industrialisation est poussée et le taux de croissance économique élevé, plus l'inégalité des revenus est marquée ; l'exemple le plus marquant est celui des pays ayant en 1965 un PNB de 200 à 500 dollars américains par habitant ; dans les pays ayant un PNB supérieur, la répartition du revenu tend à être plus équitable.

On peut en déduire que les pays qui veulent atteindre un taux de croissance économique plus rapide devront traverser une étape de disparité des revenus plus accentuée, à moins que les gouvernements ne réussissent à adopter des mesures permettant à l'économie de sauter cette étape. Le PEM suppose que ces mesures ne sont pas impossibles, mais l'auteur ne trouve aucune preuve, étant donné la structure institutionnelle de la plupart des pays en développement, et conclut que " nous n'avons aucune raison de croire que les pays sous-développés puissent éviter cette étape de disparité accrue sans une modification radicale de leurs institutions ".

Un moyen dont les gouvernements disposent pour modifier directement la répartition des revenus est la fiscalité ; des études effectuées aux Philippines, à Hong Kong et en Inde démontrent toutefois qu'il s'agit là d'un instrument peu efficace dans les pays en voie de développement. Ni les impôts directs ni les impôts indirects n'ont grand effet sur les habitudes de consommation et dans bien des pays, la répartition du revenu avant et après impôt est pratiquement identique.

On a prêté une grande attention au rôle de l'éducation dans la répartition du revenu, mais, selon la plupart des travaux de recherche du PEM, la relation entre l'éducation et la répartition des revenus est complexe et " l'éducation n'est guère utile, à elle seule, comme mesure de répartition ".

Par ailleurs, les observations révèlent que la modification de la répartition du revenu dans un pays donné ne peut, par elle-même, avoir des répercussions appréciables sur l'emploi. Même si, comme on l'a déjà montré sous la rubrique " hypothèses ", de nombreuses études du PEM supposent qu'une plus grande égalité des revenus permettrait d'accroître l'emploi, les résultats des recherches montrent que cette relation n'existe pas nécessairement dans tous les cas. Même s'il y a un lien de cause à effet évident entre l'accroissement des revenus des pauvres et le relèvement du niveau de l'emploi, l'augmentation de l'emploi demeure modeste. L'une des explications réside dans le fait que l'augmentation du revenu des pauvres ne se traduit pas nécessairement par une intensification de la demande de biens à forte proportion de main-d'oeuvre. S'il y a une augmentation marquée de la demande pour un produit donné qui était auparavant fabriqué au moyen de techniques à forte proportion de main-d'oeuvre, la possibilité d'économies d'échelle entraînera souvent l'adoption de techniques fortement capitalisées, une fois la demande portée à un niveau supérieur. Ainsi, une étude sur les effets de la répartition du revenu sur l'emploi aux Philippines perd toute valeur, selon l'auteur, du fait qu'elle ne tient aucun compte de la possibilité d'économies d'échelle.

Vu la complexité des relations entre la répartition du revenu et l'emploi, toute stratégie qui veut agir sur l'une des variables dans l'espoir que l'autre en sera automatiquement modifiée repose sur des fondements extrêmement fragiles. Il faut adopter une double approche qui viserait à modifier délibérément aussi bien le niveau d'emploi que la répartition du revenu.

(ii) Technologie et emploi

Les recherches du PEM sur la technologie et l'emploi ont surtout porté sur la question du choix des techniques de production et sur la façon de stimuler dans les pays en développement le recours aux techniques axées sur la main-d'oeuvre plutôt que celles à forte concentration de capitaux afin de relever le niveau de l'emploi. Un certain nombre d'études ont révélé l'existence d'une vaste gamme de méthodes de production de sorte qu'il y a souvent possibilité de substituer un facteur (par exemple la main-d'oeuvre) à un autre (par exemple, les capitaux). Il n'y a cependant aucune indication claire quant aux industries qui peuvent le mieux faire ces substitutions de facteurs et les notions même de techniques à forte concentration de main-d'oeuvre ou de capitaux peuvent être très trompeuses si elles sont mal appliquées ; ainsi, le degré de mécanisation d'un procédé de fabrication n'équivaut pas au degré de concentration en capitaux.

Les répercussions sur l'emploi du choix entre les diverses techniques de production sont souvent très complexes, et une technique permettant une production de fort niveau peut ne pas donner un niveau d'emploi comparable.

Par le passé, on a souvent soutenu que les prix relatifs de la main-d'oeuvre et des capitaux avaient subi dans bien des pays des distorsions favorisant le choix des techniques fortement capitalisées, mieux adaptées aux économies grandement industrialisées qu'aux pays en voie de développement. Des études réalisées sur l'effet des prix relatifs sur le choix des techniques de production dans diverses industries ont démontré que ces distorsions n'expliquent pas l'utilisation des techniques à forte intensité de capitaux ; en outre, les contraintes d'ordre politique et social enlèvent souvent aux gouvernements toute possibilité de rabaisser le prix de la main-d'oeuvre (c'est-à-dire les salaires) suffisamment pour encourager l'adoption de techniques faisant appel à une main-d'oeuvre nombreuse.

Il ne semble pas qu'il soit très prometteur non plus de chercher des " techniques intermédiaires " mieux adaptées aux pays en développement que celles utilisées dans les économies plus fortement développées. Bien qu'il y ait de fortes différences entre les ressources dont sont dotés les pays industrialisés et les pays en développement, cela ne veut pas dire qu'il soit souhaitable que les pays pauvres négligent les connaissances techniques pour essayer d'élaborer ou d'adopter des techniques à forte proportion de main-d'oeuvre, car le matériel et les machines nécessaires n'existent pas et ne peuvent être produits que si lentement et à un coût si élevé que les gains permis sur le plan de l'emploi par l'adoption de ces techniques seraient considérablement diminués.

On propose parfois comme solution aux industries des pays en voie de développement d'utiliser des machines d'occasion, achetées aux pays plus avancés. Malheureusement, les études du PEM démontrent que cette solution est rarement applicable à cause des difficultés que pose la réparation de machines désuètes, surtout lorsque les pièces de rechange ne sont plus fabriquées à bon marché dans les pays industrialisés. C'est dire que les frais d'entretien des machines d'occasion peuvent largement dépasser les gains apparents réalisés sur le plan de l'emploi.

La recherche de méthodes à forte proportion de main-d'oeuvre pour réaliser des projets publics comme la construction de routes ou de maisons fait également l'objet de critiques comme moyen d'accroître l'emploi dans les pays en développement. Il est vrai qu'elles présentent des avantages à court terme, mais elles peuvent engendrer des problèmes de chômage encore plus graves à longue échéance.

Recherches futures

Les recherches les plus récentes du PEM abordées dans ce document sont un ensemble de projets portant sur la pauvreté rurale et l'emploi. Il s'attaque notamment aux questions

suivantes :

- a) Quelle est la cause de la pauvreté rurale ? L'hypothèse principale à envisager est que la répartition des biens naturels (essentiellement le sol) engendre la pauvreté rurale.
- b) Quelle est l'efficacité relative des différentes méthodes utilisables pour atténuer la concentration de la propriété foncière, par exemple, petites fermes exploitées par leur propriétaire et propriété communale des terres (par exemple, en Chine) ? Des études seront réalisées en Égypte, en Chine, en Algérie, au Mexique et au Bangladesh.
- c) Quels sont les effets des diverses structures institutionnelles, régimes fonciers sur le taux d'épargne et l'accumulation agricole dans différents pays ? Importe-t-il, pour atteindre un taux d'épargne élevé, de tolérer des inégalités très marquées dans l'économie rurale ?
- d) Quels sont les effets des migrations rurales-urbaines sur l'économie rurale ?
- e) Quelle est la contribution des femmes dans la population active rurale, surtout sous forme de travail non rémunéré ?

L'auteur insiste sur la nécessité d'inventorier systématiquement les recherches déjà publiées, par exemple par la FAO afin d'éviter de faire double emploi.

Outre cet exposé sur les études en cours, l'auteur définit diverses avenues de recherches pour l'avenir. La question la plus impérieuse est celle des effets des contraintes d'ordre institutionnel.

" Même si les recherches du PEM font clairement ressortir de façon implicite et souvent explicite l'importance des facteurs politiques dans le problème de l'emploi, on a accordé très peu d'attention à cet aspect de la question. Il semblerait nécessaire de recueillir des données plus précises sur les contraintes d'ordre politique qui frappent les stratégies d'emploi et sur les structures institutionnelles nécessaires pour apporter les réformes que proposent les travaux de recherches. "

Discussion

Il n'est guère étonnant qu'une revue consacrée à un programme de recherche aussi vaste, s'adressant à d'aussi nombreux pays, ne produise que relativement peu de réponses nettes sur les questions d'emploi. La majeure partie des recherches indique que les relations entre, par exemple, la répartition du revenu et l'emploi ou entre le choix des techniques de production et l'emploi sont beaucoup plus complexes qu'on ne l'avait supposé.

L'auteur formule l'observation suivante :

" A considérer le programme subventionné par la Suède, on est frappé de l'absence de tout nouveau résultat bien défini. Cette observation ne constitue pas, cependant, une critique du programme, car, dans bien des cas, le PEM a démontré la fragilité des fondements des théories, politiques ou conceptualisations relatives au chômage. La destruction des mythes est toujours une étape importante dans la recherche de solutions. "

Le mythe le plus souvent abordé dans cette revue des recherches est l'affirmation selon laquelle les mesures gouvernementales dans un secteur bien délimité, qu'il s'agisse de la répartition du revenu, de l'impôt, des services d'éducation ou de l'établissement des prix relatifs des facteurs de production, suffisent pour obtenir des effets multiples en matière d'emploi et de chômage. Ce que cette recherche démontre sans conteste, c'est que, dans la formulation des politiques futures, il faudra prêter plus d'attention à l'interrelation des variables et chercher un peu moins des solutions toutes simples.

ÉDUCATION ET EMPLOI EN AMÉRIQUE LATINE⁽¹⁾

Contenu

Le document à l'étude est une revue des recherches effectuées dans les pays latino-américains sur l'éducation et les tendances du marché du travail, revue conçue pour faire ressortir les relations entre l'emploi et le système d'enseignement - défini de la façon la plus large possible pour englober aussi bien les types de formation informelle que le système scolaire officiel. Le rapport se préoccupe avant tout des efforts déployés pour analyser ou atténuer les " déséquilibres structurels " qui sont devenus de plus en plus évidents dans la plupart des pays latino-américains ces dernières années. On y trouve la description d'un certain nombre de tendances d'expériences dans le domaine de l'éducation ou du marché du travail, ainsi que des exposés sur les travaux de recherche systématique, au point qu'il est peut-être plus juste de décrire cette publication comme une revue des innovations en matière d'éducation.

Le rapport traite tout d'abord de diverses tendances en matière d'éducation, de réformes et d'innovations conçues pour améliorer la coordination entre le système d'enseignement et le marché du travail et adapter le produit des systèmes d'enseignement aux caractéristiques nouvelles de l'emploi. Voici des exemples :

- (i) préparation de plans de main-d'oeuvre quantitatifs servant de guides à la planification de l'enseignement ;
- (ii) développement de la formation professionnelle ;
- (iii) éducation des adultes et programmes de formation accélérée pour les travailleurs adultes ;
- (iv) enseignement informel ;
- (v) certaines tentatives de réforme du programme d'études et de services d'orientation.

La deuxième partie du rapport est consacrée à l'orientation du marché du travail dans les pays d'Amérique latine et aux répercussions de l'évolution du monde du travail sur l'éducation. Après une description des tendances sur le plan quantitatif, de l'éducation et de l'emploi, le rapport s'attarde aux répercussions des éléments suivants :

(1) Publiée par l'OIT, PREALC, Santiago (Chili) (Program Regional del Empleo Para America Latina y el Caribe), mai 1976. Auteur : Ernesto Schiefelbein.

- (i) inégalités dans les possibilités d'emploi et d'études et problème croissant du chômage ;
- (ii) relation entre les études et la productivité ;
- (iii) changements technologiques ;
- (iv) migrations et mobilité des ressources ;
- (v) développement communautaire et besoins des groupes sociaux minoritaires.

Le rapport se termine sur un bref résumé des principales tendances et caractéristiques des études réalisées sur l'enseignement et le marché du travail en Amérique latine ; l'auteur propose un certain nombre de domaines que les recherches futures pourront explorer. La plupart des pays d'Amérique latine sont abordés dans le rapport qui ne met cependant pas en lumière les différences considérables qui existent entre les divers pays tant du point de vue de l'éducation que de la situation économique.

Sources

L'auteur a examiné de très nombreuses publications, la plupart datant des années 70, mais également quelques études de la fin des années 60. Il fournit les références bibliographiques pour toutes les recherches ou innovations qui sont décrites et les renvois permettent au lecteur d'obtenir de plus amples informations sur de nombreux projets listés dans un périodique consacré aux résumés de recherches en éducation que publie le CIDE à Santiago (Chili) :

Resumenes Analiticos en Educacion.

Hypothèses

L'auteur commence par affirmer que " on prend implicitement comme hypothèse que l'éducation constitue un facteur qui contribue à l'accroissement de la productivité de la main-d'oeuvre " même si, plus loin dans l'étude, il s'interroge sur les faits qui confirmeraient cette hypothèse en Amérique latine et conclut : " la productivité et l'éducation sont liées " bien que " il ne soit absolument pas clair que l'éducation fournisse des connaissances spécifiques favorisant la productivité ou qu'elle opère simplement la " sélection " de ceux qui peuvent obtenir des résultats supérieurs dans les batteries successives de tests appliquées au long des années d'études ". Autrement dit, l'auteur fait ressortir la nécessité de mieux comprendre la relation de cause à effet entre l'éducation et la productivité, mais il n'envisage pas de façon pessimiste la contribution de l'éducation et de la formation au développement économique.

Résumé

De nombreux efforts de planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation ont été tentés dans les pays latino-américains depuis les premiers travaux entrepris dans les années 60 par l'OCDE et l'OEA, (Organisation des Etats américains), mais il n'est pas possible d'évaluer l'influence de ces plans sur les politiques d'éducation ni, d'après l'examen des recherches, de démontrer que les critères réellement utilisés dans l'affectation des ressources en éducation ont un lien étroit avec les besoins dans le domaine de l'emploi.

Dans toute l'Amérique latine, il y a une association très nette entre le degré de scolarité des travailleurs et leur emploi et leur rémunération. Cette observation a entraîné la réalisation de nombreuses études de rentabilité qui révèlent, par exemple, un taux de rendement élevé pour les études primaires ; rien ne semble toutefois démontrer que ces résultats aient influé sur l'affectation des ressources, l'enseignement secondaire et postsecondaire ayant connu une expansion plus rapide que l'enseignement primaire. De la même façon, les comparaisons qui ont été faites entre les avantages du système officiel et ceux de la formation en cours d'emploi ou des programmes de Formation professionnelle accélérée n'ont pas abouti à des résultats concluants.

Un certain nombre d'innovations en formation technique ont tenté de mieux adapter la formation professionnelle aux besoins de l'économie. Il y a eu, par exemple, des réformes des institutions et des programmes d'étude, mais même si les inscriptions dans les écoles de formation professionnelle ont augmenté rapidement dans toute l'Amérique latine, les étudiants se servent souvent de ces écoles comme d'un autre moyen d'accéder aux universités, plus prestigieuses, et les diplômés de la formation professionnelle éprouvent toujours des difficultés à se trouver du travail parce que les employeurs semblent préférer des travailleurs plus âgés, plus expérimentés.

Il y a également eu une croissance rapide du nombre des adultes participant à des cours de formation accélérée, mais la répartition géographique de cet enseignement aux adultes est extrêmement inégale et se concentre principalement dans le secteur moderne, urbain de l'économie. Ni les zones rurales ni les travailleurs du " secteur marginal " qui comprend les petites entreprises et le secteur tertiaire ne semblent beaucoup profiter des services de " l'éducation permanente " mis en oeuvre en Amérique latine et une évaluation plus poussée de l'enseignement aux adultes s'impose. L'un des résultats de l'expansion de l'enseignement aux adultes est qu'on accorde beaucoup plus d'attention maintenant aux " équivalences " entre les différents types de formation ou de compétence.

D'après un certain nombre d'études réalisées sur les formes d'enseignement qui sont en marge du système, en Amérique latine, les projets de réforme agricole, la radiodiffusion et les médias contribuent de façon appréciable à l'éducation, mais sans

nécessairement atténuer les inégalités d'accès à l'éducation, puisque ce sont peut-être les groupes socio-économiques les mieux placés qui en profitent le plus. L'expansion de cette forme d'éducation dépend souvent largement de la personnalité de ceux qui l'organisent, et il n'y a eu aucun effort de contrôle systématique dans ce domaine en Amérique latine.

Après avoir passé en revue ces tendances du système d'éducation, le rapport traite de l'évolution du marché du travail, mettant particulièrement en relief le fort taux de chômage qui afflige la plupart des pays latino-américains et le nombre relativement faible de travailleurs qualifiés employés dans le secteur moderne de l'économie. L'une des conséquences de ce taux élevé de chômage a été un accroissement de la demande d'éducation, qui améliore les chances des jeunes à la recherche d'un emploi, et il y a eu une augmentation constante du taux d'émigration de la main-d'oeuvre spécialisée. Néanmoins, même s'il semble y avoir une offre excédentaire de diplômés universitaires, il n'y a pas eu de diminution marquée du traitement de cette catégorie de travailleurs. La structure salariale semble faussée, dans de nombreux pays, par le pouvoir politique qu'exerce une élite instruite. Si l'on ajoute à cela le fait que les frais de scolarité sont faibles ou inexistants et que les différences de revenus en Amérique latine sont relativement plus importantes que dans les pays industrialisés, les études universitaires représentent pour le particulier un avantage encore considérable.

On ne connaît pas encore suffisamment les relations entre l'éducation et la production. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, les travailleurs les plus instruits touchent la rémunération la plus élevée, mais les recherches effectuées pour mesurer les différences de revenus et voir comment l'éducation contribue à améliorer la productivité n'ont livré aucun résultat concluant. Selon les observations, les études sont un facteur plus déterminant dans les secteurs modernes, là où une évolution rapide est importante, et l'éducation peut avoir un effet non négligeable pour modifier l'attitude traditionnelle et encourager la mobilité. Néanmoins, les études primaires à elles seules semblent agir très peu sur le comportement traditionnel, en Amérique latine, et les tentatives qui ont été faites pour utiliser les écoles primaires afin de favoriser l'innovation, en agriculture par exemple, se sont soldées par un échec. En outre, le régime officiel d'enseignement ne s'adapte que lentement à l'évolution technologique, qui réclame de nouvelles compétences.

Par ailleurs, l'éducation a eu un effet positif sur le développement économique en Amérique latine en ralentissant la croissance démographique. On ne comprend toujours pas par quels mécanismes l'éducation réussit à ralentir cette croissance, mais ses répercussions sur le plan démographique sont visibles dans l'ensemble de ces pays.

Recherches futures

Cette revue fait ressortir un certain nombre de domaines qui exigent des recherches plus poussées en Amérique latine, comme l'efficacité à long terme de l'enseignement aux adultes et l'utilisation des médias à des fins éducatives. Le rapport met en lumière la nécessité d'une évaluation approfondie des innovations que tentent de nombreux pays dans l'enseignement aux adultes et l'éducation dispensée en marge du système officiel.

Le rapport souligne enfin la nécessité d'une information plus exacte sur la situation du marché du travail, notamment sur les perspectives d'emploi, les salaires et le déroulement des carrières, données qu'on pourrait utiliser pour faciliter l'orientation professionnelle et aider les étudiants à mettre de côté des aspirations peu réalistes.

RÔLE DE LA PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION
EN SITUATION DE CHÔMAGE
(QUELQUES GRANDES QUESTIONS)⁽¹⁾

Contenu

Préparé par le Secrétariat de l'UNESCO pour animer les débats d'un colloque tenu à Paris en 1976, ce document soulève un certain nombre de questions fondamentales en matière d'éducation, d'emploi et de développement. Il ne prétend pas résumer les recherches ni les autres activités de cette importante organisation internationale, mais il commence par dresser un inventaire qui, sans se vouloir exhaustif, propose un résumé très utile des principales rencontres, des grands programmes de recherche et des activités internationales essentielles en matière d'éducation et d'emploi, entre 1972 et 1976.

Après ce bref compte rendu des principaux travaux du début des années 70, le document tente d'énoncer et de clarifier les grands problèmes de développement en matière d'éducation et d'économie. Les auteurs s'efforcent ensuite de déceler et d'analyser les causes de ces problèmes et proposent des solutions, notamment :

- (i) solutions traditionnelles dans le domaine de l'éducation, comme des réformes du système d'enseignement officiel ;
- (ii) solutions nouvelles, dont l'abolition des examens, le retrait aux systèmes d'enseignement de la fonction d'attribution des certificats et la sélection des travailleurs pour les emplois ou encore des modifications radicales dans le domaine de l'enseignement.

Enfin, on examine le rôle de la coopération internationale et on propose certains secteurs d'activités à aborder à l'avenir.

Hypothèses

Le document n'énonce aucune hypothèse précise mais il souligne, aussi bien comme point central de sa propre argumentation que comme résumé de " la dimension qui ressort le plus clairement dans presque tous les travaux cités ", la nécessité de mettre l'accent sur un objectif défini : fournir un enseignement bien adapté pour améliorer la vie de travail des groupes démunis en zones rurale aussi bien qu'urbaine.

(1) UNESCO, document rédigé par la Division de la politique et de la planification de l'éducation en prévision du Colloque sur la planification de l'éducation, des ressources humaines et de l'emploi qui a eu lieu à l'UNESCO, à Paris, du 20 au 24 septembre 1976. Texte miméographié, 23 pages et 2 annexes.

Résumé

Dans presque tous les pays en développement, l'époque est bien révolue où le principal problème de la planification de l'éducation consistait à assurer une main-d'oeuvre qualifiée suffisante pour le secteur moderne de l'économie. De nos jours, les principales difficultés sont les suivantes :

- 1) analphabétisme - il y avait en 1976, 800 millions d'analphabètes dans le monde ;
- 2) pauvreté - on estime que 1,2 milliard de personnes vivent dans la pauvreté ;
- 3) chômage - au moins 300 millions de chômeurs dans le Tiers monde et, selon l'OIT, 36 % de la population active dans les pays en développement sont sous-employés et la moitié des chômeurs sont des jeunes instruits ;
- 4) inéquité de la répartition des revenus, tant entre les divers pays qu'au sein de chacun.

Toute stratégie de l'éducation qui vise à combattre la pauvreté doit s'attaquer simultanément aux problèmes suivants :

- a) manque de travail ;
- b) nutrition/hygiène ;
- c) absence de sens communautaire ;
- d) valeurs traditionnelles qui entravent le changement.

A. Causes du problème des chômeurs instruits

On ne peut imputer à l'éducation elle-même le problème du chômage chez les diplômés et les étudiants qui interrompent leurs études ; on relève parmi les causes les altérations du marché du travail comme des taux de change surévalués et des prix faussés des divers facteurs et surtout une forte différence de revenus entre les personnes instruites et celles qui le sont moins.

Les pressions politiques et sociales ont entraîné une surexpansion de l'éducation par rapport aux possibilités d'emploi et l'accent injustifiable qui est mis sur les études pour la sélection d'un emploi suscite des aspirations peu réalistes, puisque le nombre des nouveaux emplois dans le secteur moderne est égal seulement à 20 ou 30% de celui des jeunes qui se joignent à la population active chaque année.

Le problème des migrations rurales-urbaines est aggravé par l'éducation, ce qui entraîne une conversion du sous-emploi rural en un chômage apparent dans les villes et par la stratégie globale de développement des pays peu développés, qui favorise le secteur moderne, urbain.

B. Solutions possibles

Cette section ne prétend pas donner les bonnes solutions, mais simplement commenter les diverses possibilités et poser certaines questions :

- a) ne rien faire dans l'espoir qu'il s'agisse d'un problème de transition ;
- b) imposer des contingentements sur l'expansion des études supérieures ;
- c) accroître le contenu " professionnel " du programme scolaire officiel ;
- d) supprimer tout rapport entre le recrutement des travailleurs et les certificats d'études ;
- e) remplacer les examens traditionnels ;
- f) adopter un système d'éducation véritablement permanente ;
- g) accroître les frais de scolarité pour les études supérieures ;
- h) recourir davantage à la formation à l'extérieur des établissements scolaires.

Toutes ces " solutions " présentent des difficultés ; certaines semblent peu réalistes dans les pays en développement (par exemple, l'imposition de contingentements rigides) et d'autres semblent inefficaces (par exemple, l'insistance sur la formation professionnelle dans le programme scolaire officiel), mais il faut trouver des solutions. Il ne s'agit pas d'un problème provisoire, et il importe de chercher des " réformes relativement rapides et pratiques ".

C. Rôle de la coopération internationale

Les données statistiques sur l'affectation de l'aide révèlent que, entre 1969 et 1974, le PNUD/UNESCO et la BIRD/IDA ont soutenu principalement les études supérieures ; quant à l'aide bilatérale, elle s'est portée surtout vers la formation technique, mais les tendances récentes révèlent une augmentation, qui devrait être encore plus forte, de l'aide destinée à l'éducation en marge du système officiel :

- a) projets-pilotes expérimentaux à une échelle réduite ;
- b) initiatives locales, stratégies de développement conçues par les pays eux-mêmes ;
- c) coopération technique entre les pays en développement.

Recherches futures et stratégies de développement

Il faut des stratégies de développement qui soient fondées non sur la notion de rareté (des capitaux), mais sur celle d'abondance (des ressources humaines). A l'avenir, les travaux doivent être consacrés à la recherche :

- a) d'une approche unifiée, intégrée du développement ;
- b) de processus de développement créés par les pays intéressés eux-mêmes ;
- c) d'initiatives spéciales pour venir en aide aux groupes les plus démunis de la société.

Le besoin le plus urgent consiste à définir le contenu opérationnel de ces objectifs en les traduisant en des programmes et en des projets concrets.

UTILISATION DES DIPLÔMES SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL :
BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE (1)

Contenu

Cette bibliographie annotée fournit des détails sur 190 livres ou articles choisis d'après leur intérêt pour un projet de recherches réalisé par l'Institut d'études en développement (IED) entre 1974 et 1977 sur " l'utilisation des diplômes par les employeurs ". Les recherches, parrainées par le ministère britannique du développement à l'étranger ont été décrites dans le document suivant : Document de travail n° 70 de l'IED, avril 1975, " Diplômes et sélection dans les régimes d'enseignement : programme de recherche " ; les travaux ont porté essentiellement sur le Ghana, le Mexique et le Sri Lanka. L'objet de la bibliographie est de placer cette recherche dans une perspective plus large et elle regroupe aussi bien des ouvrages théoriques que des études empiriques portant sur un nombre considérable de pays.

Les ouvrages sont classés par ordre alphabétique et l'auteur donne pour chacun une brève description qui en précise l'objectif et les principales conclusions. En outre, chaque ouvrage est marqué d'un code qui en indique la pertinence en fonction des sujets ou thèmes suivants :

- a) études générales des relations entre les études et l'emploi d'une part et le marché du travail et le développement économique, d'autre part ;
- b) politiques de recrutement et de sélection des employeurs ;
- c) usage de plus en plus grand des diplômes aux fins de la sélection ;
- d) études du rendement au travail ;
- e) attentes professionnelles et aspirations des jeunes ;
- f) processus de placement et de recherche d'emploi ;
- g) utilisation des tests (notamment, intelligence, aptitudes et personnalité) dans la sélection professionnelle ;
- h) formules de formation en marge du système officiel ;

(1) Publiée par la bibliothèque de l'Institut d'études en développement : Guides pratiques n° 11, Institut d'études en développement, Brighton, octobre 1977, 70 pages. Auteur : Angela Little, Institut d'études en développement à l'Université du Sussex, Brighton (Angleterre).

- i) revues bibliographiques des recherches ou de la documentation se rapportant aux domaines fondamentaux de recherche.

Ces codes permettent au lecteur de trouver rapidement tous les ouvrages se rapportant à une question donnée. En outre, un autre code indique le pays ou la région dont traite l'ouvrage.

Méthodes de recherche

La plupart des ouvrages figurant dans la bibliographie se trouvent à la bibliothèque de l'Institut d'études en développement. L'auteur précise que la bibliographie " ne constitue pas un inventaire exhaustif de tous les thèmes de recherche dans tous les pays " mais qu'elle s'efforce tout de même d'être complète.

Hypothèses

La bibliographie ne pose explicitement aucune hypothèse, mais les prémisses fondamentales des recherches de l'IED sur l'utilisation des diplômes sur les marchés du travail sont les suivantes :

- 1) l'utilisation des diplômes dans le choix des travailleurs pour le secteur d'emploi moderne fait de l'éducation un facteur déterminant dans les chances de réussite de l'individu ;
- 2) en conséquence, on a tendance à insister beaucoup trop sur la fonction de l'école comme source de diplômes aux dépens de son rôle d'éducation (et cela, encore bien plus dans les pays pauvres que dans les pays riches) ;
- 3) les tentatives de réforme de l'éducation qui ne tiennent aucun compte des liens avec le marché de l'emploi sont stériles et (ou) dérisoires.

Le projet de recherche auquel se rattache la composition de cette bibliographie annotée visait à vérifier ces hypothèses dans différents pays et à examiner d'autres moyens de choisir et de former les travailleurs, d'autres façons d'organiser les écoles, dans l'espoir de mettre en place d'autres mécanismes qui fausseraient moins la répartition du revenu, le régime d'éducation ou le secteur moderne de l'économie.

Résumé

La bibliographie regroupe plusieurs types d'ouvrages, allant des travaux théoriques généraux sur les rapports entre les études et l'emploi en passant par des attaques en

règle contre les théories traditionnelles en économie ou en éducation, contre certaines attitudes ou institutions, jusqu'aux résultats de projets de recherche sur l'utilisation des diplômes dans le choix des facteurs déterminants du rendement au travail ; on trouve également des études qui s'attachent simplement à décrire les attitudes et aspirations des personnes qui interrompent leurs études ou les méthodes de recrutement et de sélection adoptées par certains employeurs.

Cette partie du document ne peut que faire ressortir certains des thèmes qui reviennent le plus fréquemment et certaines des plus importantes conclusions des travaux de recherche.

De nombreux ouvrages portent sur l'apport du système scolaire officiel à la croissance économique et à la productivité de la population active soit par la création et la transmission de connaissances et de compétences soit en permettant aux employeurs de repérer les requérants présentant certaines aptitudes ou attitudes particulières qui sont nécessaires pour bien remplir un poste donné.

Dans presque tous les pays, il y a une corrélation positive entre les études comme telles et la rémunération, mais c'est peut-être aussi bien parce que l'éducation élargit les aptitudes et les compétences des travailleurs que parce que les diplômes officiels servent de " dispositifs de sélection " permettant aux employeurs de trouver les travailleurs ayant un degré supérieur de motivation ou d'autres qualités particulières. Dans certains cas, d'autres formes de tests ont été conçues qui permettent de prévoir avec précision le rendement au travail ; cependant, dans bien des cas, les prévisions ne sont guère exactes.

Les grandes sociétés utilisent plus souvent que les petites entreprises les diplômes scolaires pour choisir leurs travailleurs. Néanmoins, d'autres caractéristiques peuvent revêtir tout autant d'importance sinon plus pour les employeurs, notamment l'expérience de travail et la formation en cours d'emploi.

La rémunération n'est pas le seul élément qui influence dans leur choix de carrière les diplômés ou les décrocheurs ; ainsi, plusieurs enquêtes révèlent qu'on préfère parfois travailler dans le secteur public plutôt que dans les entreprises privées même si les traitements sont inférieurs.

Une politique visant à assurer une plus grande égalité d'accès à l'éducation ne peut à elle seule avoir beaucoup d'effet sur la répartition des revenus. Ce sont principalement les enfants des couches sociales supérieures qui profitent le plus de l'éducation et ce sont généralement ceux qui disposent des revenus les plus élevés qui tirent avantage d'une augmentation des inscriptions dans les établissements scolaires. Par ailleurs, ce serait une erreur que d'appliquer aux pays en développement les

conclusions générales qu'on peut tirer dans les pays industrialisés quant aux effets de l'éducation sur la répartition des revenus sans tenir compte des différences dans la nature des disparités.

Ainsi, le rôle du système d'enseignement comme source principale de " certificats " pour les employeurs a des répercussions beaucoup plus nuisibles dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Selon plusieurs auteurs, plutôt que d'agir comme un facteur de modernisation et de développement social, les systèmes d'enseignement s'adaptent aux demandes et aux pressions de la société et même les renforcent souvent. Cela veut dire que " une simple restructuration du système d'enseignement sans autres changements fondamentaux dans le contexte plus large de l'économie, de la société et de la vie politique a peu de chances de répondre aux besoins véritables en matière de développement ".

Un certain nombre d'auteurs soulignent la nécessité d'harmoniser les réformes de l'éducation avec d'autres changements fondamentaux dans la société, par exemple, la structure des stimulants et des différences de rémunération, mais plusieurs d'entre eux s'entendent également pour dire qu'il faut séparer, dans les pays en voie de développement, les fonctions d'éducation et de sélection que remplissent les établissements scolaires.

EFFETS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SUR LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT :
BIBLIOGRAPHIE ANNOTÉE⁽¹⁾

Contenu

Comme dans le cas précédent, cette bibliographie annotée a été établie dans le cadre d'un programme de recherches de l'IED sur " les diplômés et la sélection dans les systèmes d'enseignement " ; cependant, celle-ci se rapporte à la deuxième partie du programme, financée par l'Office central suédois pour l'aide au développement international, consacrée aux effets des pratiques du marché du travail sur le monde de l'éducation dans un certain nombre de pays. Les recherches ont porté surtout sur le Ghana, la Malaisie, le Mexique et la Chine et, dans une moindre mesure, sur le Chili, l'Inde, l'Iran, la Thaïlande, l'Angleterre, les États-Unis et le Japon. L'objet de la bibliographie est de placer ces études dans un contexte plus large, aussi bien sur le plan théorique que du point de vue du nombre de pays considérés.

La bibliographie comprend 275 ouvrages, dont un certain nombre figurent également dans le Guide pratique n° 11 de la bibliothèque (voir chapitre précédent). Tous sont marqués d'un code permettant au lecteur de repérer ceux qui présentent un intérêt particulier par rapport aux thèmes de recherche suivants :

- a) études générales de la relation entre le secteur scolaire et le développement national, communautaire et individuel et sa situation du point de vue de l'égalité ;
- b) examens et autres formes d'évaluation ;
- c) mauvaise attitude dans l'enseignement ou l'apprentissage par exemple, apprentissage dominé par une motivation extérieure et mode d'enseignement qui tue la curiosité naturelle ou met l'accent sur l'apprentissage d'un rôle sans insister sur la compréhension ou la résolution de problèmes ;
- d) facteurs qui atténuent ou aggravent les effets des pratiques du marché du travail sur le système d'enseignement ;
- e) programmes d'études ;
- f) autres facteurs qui déterminent la mauvaise qualité de l'enseignement ou de l'apprentissage.

(1) Publiée par la bibliothèque de l'Institut des études en développement : Guide pratique n° 12, Institut d'études en développement, Brighton, février 1978, 68 p. Auteur : Angela Little, Institut d'études en développement à l'Université du Sussex, Brighton (Angleterre).

La bibliographie regroupe aussi bien des études théoriques que des comptes rendus de recherches empiriques. Chaque ouvrage est marqué d'un code indiquant le pays ou la région traités ainsi que son intérêt du point de vue des grands thèmes de recherche ; l'auteur donne également une brève description du travail et résume les principales conclusions.

Hypothèses

Le système des codes repose sur un certain nombre d'hypothèses qui traduisent l'approche fondamentale en matière de recherche sur les effets du marché du travail, recherche à laquelle cette bibliographie a contribué. La première hypothèse, et c'est d'ailleurs la plus fondamentale, veut que le recours aux examens et aux diplômes scolaires comme moyens de choisir les candidats aux emplois a " un effet néfaste sur la qualité de l'éducation " ; l'équipe de recherche estime que :

" les examens et leurs fonctions de sélection sont... la clé du lien entre le processus d'éducation et le secteur moderne du marché du travail... et l'abolition ou la restructuration radicale du système d'examens pourrait affranchir le système d'enseignement des contraintes du marché du travail ".

Les hypothèses de recherche selon lesquelles les examens et les méthodes de sélection auraient fréquemment le regrettable effet de fausser les données trouvent une expression dans le système de classification qui fait un certain nombre de jugements de valeur sur les mauvaises attitudes en enseignement et en apprentissage. Ainsi, on considère comme mauvais de mettre l'accent sur l'apprentissage du rôle, la motivation externe et l'esprit de concurrence de même que " l'attention injustifiée que l'enseignant accorde à certains enfants aux dépens des autres ".

Bien entendu, les ouvrages qui figurent dans la bibliographie ne reprennent pas nécessairement ces hypothèses.

Sources

La plupart des ouvrages se trouvent à la bibliothèque de l'IED.

Résumé

L'auteur fournit de nombreux exemples des effets regrettables des examens et de l'importance que le marché du travail accorde aux diplômes. Le fait que l'éducation universitaire soit toujours préférée par les étudiants et leurs parents dans bien des pays en développement, en dépit de fréquentes tentatives pour améliorer la formation professionnelle -- particulièrement en agriculture dans les zones rurales -- montre bien ce que les étudiants pensent des possibilités d'emploi et des salaires offerts. Or, cette opinion est l'un des facteurs de motivation les plus puissants à l'école, bien que la

rémunération ait moins d'effet sur le choix de carrière qu'on ne le suppose parfois ; on attache peut-être plus d'importance à la sécurité d'emploi qu'à un salaire élevé.

L'utilisation des examens comme moyen de sélection influe sur la motivation des étudiants, la planification des programmes d'études et les méthodes d'enseignement et constitue dans bien des pays une cause d'un grave problème de gaspillage et de répétition ; l'auteur note cependant que ces problèmes ne datent pas d'hier. On lit dans un ouvrage britannique publié au XIX^e siècle sur la théorie et la pratique de l'enseignement : " Les examens sonnent le glas de l'originalité ".

On trouve de nombreux exemples de tentatives de réforme des examens et il y a un certain nombre de propositions de réforme. Par exemple, " l'actuelle explosion des connaissances rend la mémorisation de moins en moins rentable... il est beaucoup plus important de savoir comment utiliser les faits plutôt que de les mémoriser, et les examens devraient tenir compte de cette évolution ". Toutefois, les tentatives de réforme de l'éducation peuvent se heurter aux valeurs culturelles aussi bien qu'aux pressions d'ordre économique et, à moins de changement d'attitude de la part de l'ensemble de la collectivité et surtout de la part des enseignants, les innovations dans le programme d'études auront à elles seules assez peu d'influence sur le comportement ou les aspirations des étudiants.

Un certain nombre d'études ont examiné l'effet sur la motivation des récompenses extérieures, mais leurs résultats sont divergents. Plusieurs auteurs prétendent qu'en mettant l'accent sur ces récompenses, on sape la motivation intrinsèque tandis que d'autres études rejettent cette hypothèse. Il est clair, toutefois, que la motivation est l'un des facteurs les plus importants dans le succès de l'élève et que de plus amples recherches s'imposent sur les divers types de motivation.

ÉDUCATION ET TRAVAIL : ÉVALUATION ET INVENTAIRE DES RECHERCHES ACTUELLES⁽¹⁾

Contenu

L'objet de ce document est d'examiner les recherches récentes sur les relations qui existent entre l'éducation et le travail afin de fournir de l'information et de résumer les principales conclusions des autres chercheurs et également de proposer pour les recherches futures des méthodes et des domaines plus fructueux. L'auteur s'efforce de bien séparer la partie " factuelle ou objective " de son ouvrage de l'élément " normatif et subjectif " portant sur les recherches futures.

La première partie est consacrée à la méthodologie. Elle propose quelques définitions de " éducation " et " travail " et précise un ensemble de relations entre les deux éléments ; suit un résumé de l'évolution récente dans l'orientation des recherches. Vient ensuite la deuxième partie, de caractère empirique, qui résume les principaux résultats de quinze récentes recherches.

Le reste du document passe en revue les recherches en cours dans ce domaine et propose un programme pour les recherches futures qui indique aussi bien les sujets de recherche qui, selon toute probabilité, perdront progressivement leur importance au cours des années à venir que les cinq types de recherches qui seront sans doute particulièrement utiles.

Le document propose deux bibliographies distinctes ; la première donne la liste des 75 livres et articles que l'auteur a utilisés pour résumer les tendances principales et les résultats des recherches. Quant à la deuxième, il s'agit d'une bibliographie produite par l'ordinateur à la direction de la bibliothèque centrale et de la documentation de l'OIT et portant sur l'éducation et l'emploi (depuis 1974) dans les pays en développement et les pays industrialisés.

En outre, on trouve une liste annotée d'une centaine de projets de recherche en cours dressée à partir d'un questionnaire envoyé à près de 1 000 chercheurs dans le monde entier, aussi bien des particuliers que des établissements.

(1) Publiée par l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ)
Document de travail mimeographié, mai 1978, 147 pages. Comprend deux bibliographies (20 pages) et une liste annotée de projets de recherches en cours (55 p.). Auteur : George Psacharopoulos, London School of Economics, Houghton Street, Londres, WC2AE (Angleterre).

Méthodes et sources

Le directeur de l'IIPE a adressé une circulaire à près de 1 000 chercheurs ou organismes de recherche dont on savait qu'ils font ou ont fait par le passé de la recherche dans le domaine de l'éducation et du travail. Outre l'analyse des réponses à ce questionnaire, l'auteur a consulté les dirigeants de certains centres importants de recherche ainsi que des publications, notamment (i) les bulletins du Programme d'études du financement de l'éducation internationale de l'Université de Californie et (ii) l'ouvrage intitulé World Employment Programme : Research in Retrospect and Prospect publié en 1975 par l'OIT ainsi que le supplément bibliographique et l'index des pays de 1976.

De plus, la revue s'inspire en partie d'un document présenté au colloque européen sur la mesure des effets économiques et sociaux des disparités en matière d'éducation organisé par la Commission nationale suisse de l'UNESCO.

Hypothèses

L'auteur définit l'éducation de façon à englober non seulement les programmes de scolarité officielle mais aussi la formation en cours d'emploi. De plus, " nous n'associons pas nécessairement l'éducation à l'acquisition de compétences de façon à laisser place aux possibilités d'octroi de certificats et de sélection qui influent directement sur l'offre et la demande de main-d'oeuvre instruite ". Dans la même ligne de pensée, le travail est défini de la façon suivante :

" vaste ensemble de caractéristiques liées aux conditions d'emploi des individus telles que la participation à la population active, la recherche d'emploi, la rémunération, le milieu de travail, la mobilité et les migrations relativement aux professions et aux revenus. L'essentiel est de conserver une définition aussi large que possible pour laisser place aux analyses intéressant toute une gamme de disciplines et non seulement l'économie ".

Résultats des recherches

Avant de passer en revue les principaux résultats des recherches dans ce domaine au cours de la décennie écoulée, l'auteur définit un certain nombre de réaménagements qui se sont opérés récemment dans la recherche sur l'éducation et le travail ; parmi ceux-ci, notons les suivants :

- 1) le souci de l'efficacité a laissé place à des préoccupations plus grandes en matière de distribution de revenu et d'équité ;
- 2) la question de la rentabilité sociale des investissements en éducation a fait place à un examen des facteurs qui déterminent les choix des particuliers ;

- 3) l'hypothèse voulant que l'éducation transmette des compétences rentables sur le plan social a été remplacée par un examen du rôle de l'éducation comme " dispositif de sélection " permettant aux employeurs de repérer les travailleurs qu'il leur faut ;
- 4) alors qu'on se préoccupait de l'offre de main-d'oeuvre instruite on s'intéresse maintenant davantage à une analyse globale de la demande et de l'offre ;
- 5) on s'occupait surtout par le passé des programmes de scolarisation, mais on préfère aujourd'hui analyser les investissements consentis dans toutes les formes d'apprentissage, y compris la formation en cours d'emploi ;
- 6) essentiellement axées sur l'économie par le passé, les études se font davantage interdisciplinaires faisant appel notamment à la sociologie et aux sciences politiques.

Cette évolution s'est accompagnée de changements dans la méthodologie ; ainsi, on utilise de plus en plus l'analyse simultanée de plusieurs variables, les données diachroniques, les modèles plus complexes d'intrants-extrants et l'analyse des facteurs déterminants de la demande, des différences de rémunération, etc.

L'auteur présente alors un résumé des principaux résultats des recherches qui, souligne-t-il, constitue une "évaluation personnelle" des récents travaux empiriques, dont voici quelques résultats :

- 1) L'investissement le plus rentable en éducation, du point de vue social, est l'enseignement primaire.
- 2) L'éducation est plus rentable dans les pays en développement et, dans tous les pays, les avantages qu'en retire l'individu sont supérieurs aux retombées sociales.
- 3) Les stimulants économiques sont un facteur important dans les décisions en matière d'éducation, et les études ont une influence directe sur la productivité ; elles n'agissent pas simplement comme un dispositif de sélection.
- 4) La durée de chômage des travailleurs instruits dans les pays en développement est inversement proportionnelle au niveau de leur formation.
- 5) Les niveaux relatifs de traitement contribuent à l'exode des cerveaux, particulièrement au détriment des pays en développement.
- 6) L'éducation contribue à mieux répartir les revenus, avec le temps, mais les effets sont minimes ; ils ne deviennent appréciables qu'à long terme.

- 7) Les différences de rémunération sont fonction de l'origine sociale des travailleurs autant que de leurs études et leur expérience de travail, mais les aptitudes naturelles, mesurées d'après le Q.I., ont à elles seules peu d'effet sur la rémunération.
- 8) Il est possible d'atteindre le même niveau de production en utilisant diverses combinaisons de facteurs ; notamment, il est possible de remplacer un type de main-d'oeuvre instruite par un autre ; pour atteindre le niveau visé, il n'est donc pas nécessaire de satisfaire des " exigences " rigides quant à diverses catégories de travailleurs.
- 9) Cela veut dire qu'il est pratiquement impossible de prévoir le nombre de diplômés dont l'économie aura besoin à l'avenir.
- 10) Les modalités actuelles de financement et d'accès aux études supérieures sont telles que les familles pauvres subventionnent les études des enfants de milieux plus aisés.

Discussion

L'auteur étudie les résultats des recherches des points de vue suivants :

- a) ouvrent-ils des voies nouvelles, sur le plan soit théorique, soit empirique ?
- b) fournissent-ils de nouvelles données ou des informations récentes sur un pays ?
- c) sont-ils utiles pour orienter l'action ?

Il conclut qu'il n'y a eu aucune " percée sensationnelle sur le plan théorique " dans le domaine de l'éducation et du travail depuis la " révolution des ressources humaines dans la pensée économique " qui a démontré que l'éducation était une forme d'immobilisation. Il y a toutefois eu, ces dernières années, des progrès appréciables dans les travaux empiriques, par exemple dans la collecte de données micro-économiques sur les divers employeurs et travailleurs, permettant une analyse plus approfondie des fonctions des emplois et de l'apport de l'éducation à la productivité. Autre exemple de progrès, les analyses sociologiques et politiques sont venues se greffer à une approche qui était auparavant rigoureusement économique.

Abordant la question des priorités de recherche, l'auteur soutient que les pays ne doivent pas s'efforcer de reprendre des travaux dans des domaines déjà bien approfondis - par exemple, les avantages de l'enseignement primaire - mais plutôt " consacrer leur effort de recherche aux domaines qui présentent un intérêt plus spécifique dans leurs conjonctures propres ".

Suggestions de recherches futures

L'auteur présente les secteurs suivants comme dignes d'une attention plus soutenue au cours des années à venir :

- 1) Diffusion plus large des résultats des études déjà faites.
- 2) Analyse des conditions de travail des diplômés récents.
- 3) Analyse des tranches inférieures de rémunération (ou de la situation sur le plan professionnel).

Plus précisément encore, l'auteur assigne cinq thèmes aux recherches futures :

- 1) Evaluations des avantages sur le plan individuel et social par secteur à un niveau donné de formation. Il s'agit là d'information propre à chaque pays, puisque nous avons déjà une estimation des avantages généraux des divers niveaux d'éducation dans bien des pays et que nous savons, par exemple, que le rendement social de l'enseignement primaire est toujours élevé dans les pays en développement.
- 2) Financement de l'éducation et façon de satisfaire au mieux la demande d'éducation avec des ressources financières limitées.
- 3) Analyse des facteurs institutionnels qui déterminent la faiblesse de la rémunération, comparés au rôle des qualités personnelles dans l'établissement des gains, mais en étudiant spécialement les travailleurs faiblement rémunérés.
- 4) Amélioration de la diffusion de l'information sur les conditions du marché du travail comme façon de faciliter l'orientation professionnelle, le choix d'un travail, etc.
- 5) Réforme du programme d'études conçue pour donner des résultats plus rapides et assurer une plus grande souplesse aux travailleurs instruits. " A mon avis, il est grand temps que les recherches portent sur la façon de préparer des travailleurs capables de s'adapter à une société en constante évolution. "

Outre ces grands domaines de recherche, l'auteur recommande de ne pas négliger :

- l'éducation en marge du système officiel dans les pays en développement
- l'analyse des qualités personnelles des employés par rapport à leur emploi
- l'analyse des avantages non pécuniaires liés à certaines professions
- l'information et l'orientation professionnelles

- l'éducation des agriculteurs et son apport à la productivité agricole
- les antécédents familiaux et l'accès à l'éducation
- l'éducation et le chômage chez les jeunes
- l'évaluation de la rentabilité des programmes de formation professionnelle
- le passage du milieu scolaire au monde du travail
- les examens et la sélection permettant d'accéder à certaines professions.

ÉDUCATION, TRAVAIL ET EMPLOI
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
Synthèse des recherches récentes

Maureen Woodhall

Introduction

Au début des années 60, l'éducation n'était que trop souvent perçue comme la réponse aux vœux du planificateur. On y voyait la forme la plus rentable, d'investissement dans les ressources humaines - plus profitable à la fois pour la société et les particuliers, que de nombreux biens de capital. L'éducation a contribué à la croissance économique en améliorant la population active, en donnant aux travailleurs qualifiés les compétences et les connaissances qu'exige le secteur moderne de l'économie, relevant ainsi la productivité de ces travailleurs. Du même coup, elle a apporté des avantages indirects, notamment des normes plus élevées en matière de santé et de soin des enfants, une baisse des taux de fécondité, une plus grande mobilité sociale entre générations et une répartition plus équitable des revenus. Conclusion logique, la politique générale devrait viser une expansion de l'éducation, notamment des études supérieures, afin de satisfaire la demande future de main-d'oeuvre instruite.

Cette période d'euphorie fut suivie d'un véritable bouleversement au début des années 70. Les espoirs placés dans l'éducation avaient été trompés. L'augmentation massive des inscriptions et des dépenses en matière d'éducation s'était réalisée dans le monde entier, mais surtout dans les pays en développement sans pour autant tenir les promesses d'une croissance économique plus rapide. Les coûts avaient augmenté, de sorte que le système d'enseignement absorbait une part de plus en plus grande du revenu national et plus particulièrement des dépenses du gouvernement, mais le chômage s'était également aggravé et il était évident que le marché du travail ne pouvait tout simplement pas absorber le nombre croissant de diplômés et de décrocheurs qui cherchaient du travail. Il était tout aussi évident que, à mesure que les pays devenaient plus riches, le répartition du revenu se faisait le plus souvent de façon encore moins équitable, même si les inscriptions dans les établissements scolaires augmentaient rapidement. En fait, l'éducation n'était pas le principal facteur déterminant de la rémunération ; la classe sociale jouait un rôle plus important et, par-dessus tout, c'est la chance qui comptait.

Du jour au lendemain, le système d'enseignement devenait un obstacle qui entravait les progrès plutôt que la réponse aux vœux des planificateurs. C'était un luxe coûteux qui mobilisait une part de plus en plus grande des ressources économiques et permettait soit de constituer une élite conservatrice soucieuse de maintenir les inégalités de revenu existantes, soit des étudiants aux aspirations peu réalistes et, par conséquent,

peu adaptés aux possibilités réelles d'emploi. La solution réside dans une restructuration radicale du système d'enseignement, en abolissant les examens, par exemple, ou même dans une " déscolarisation " de la société.

C'est là une conception outrancièrement simplifiée de l'évolution de l'attitude à l'égard de l'éducation et de l'apport de la planification de l'éducation à la croissance économique mais elle donne tout de même une idée de certains des points de vue extrêmes qui ont été exprimés au début des années 60 et des années 70. Elle permet également de comprendre pourquoi les ouvrages en planification de l'éducation semblent parfois embrouillés et contradictoires.

Une vision plus modérée du rôle économique de l'éducation semble prévaloir à l'heure actuelle aussi bien en ce qui concerne les résultats attendus de l'éducation que le bilan des recherches réalisées sur les effets de l'expansion de l'éducation. Le présent document s'efforce de réunir un certain nombre des tendances dans les travaux récents sur les relations entre l'éducation et l'emploi ; il résumera en outre certains des grands problèmes qui ont dominé les ouvrages spécialisés ces dernières années.

Relation entre l'éducation et la productivité du travailleur

Dans tous les pays pour lesquels nous disposons de données, les travailleurs les plus instruits sont mieux rémunérés que les analphabètes ou même que ceux qui sont moins instruits. Cette relation a été confirmée dans plus d'une trentaine de pays, et on a calculé la rentabilité des différents niveaux d'éducation aussi bien pour l'économie dans son ensemble que pour le particulier ou sa famille (Psacharopoulos 1973). Ce type d'analyse utilise le supplément de rémunération des travailleurs instruits comme mesure des avantages économiques de l'éducation.

On suppose donc que l'éducation rend le travailleur plus productif, et le salaire plus élevé qu'il touche représente la récompense de cette productivité supérieure. On reconnaît, bien entendu, que les diplômes ne sont pas le seul facteur influant sur la rémunération ; le milieu social, par exemple, et les talents naturels interviennent également. On a tenté à un certain nombre de reprises d'examiner l'influence de ces facteurs sur la rémunération (presque toujours dans les pays industrialisés) ; les résultats démontrent que l'éducation est probablement le facteur qui, pris isolément, est le plus important, puisqu'il commanderait plus de la moitié du supplément de rémunération que touchent les travailleurs instruits (Psacharopoulos 1975).

Néanmoins, on ne conçoit toujours pas avec exactitude comment l'éducation peut accroître la productivité des travailleurs. Les hypothèses les plus simples, qu'on trouve à la base de tous les premiers travaux sur le rendement des ressources humaines, veulent que l'éducation et la formation fournissent aux travailleurs les connaissances et les

compétences nécessaires dans une économie moderne. Il peut s'agir de compétences générales qui rendent le travailleur plus productif dans bien des postes différents ou de compétences plus particulières intéressant un seul type d'emploi ou un seul employeur (Becker, 1964). La nature générale ou spécifique des compétences déterminera le partage des frais de formation entre le gouvernement, les employeurs et les travailleurs eux-mêmes. C'est également la nature des compétences qui dicte les modalités de formation, soit en cours d'emploi ou en établissement d'enseignement.

Ces hypothèses ont été récemment contestées d'un certain nombre de points de vue. Tout d'abord, on se demande si l'éducation accroît effectivement la productivité des travailleurs en leur donnant des compétences ou si elle n'agit pas simplement comme un " dispositif de sélection " permettant aux employeurs de trouver les travailleurs qui possèdent certaines qualités en termes de comportement, de motivation ou d'initiative - qualités auxquelles les employeurs attachent une grande valeur (Arrow, 1973). Une autre question fait également l'objet d'opinions divergentes : l'éducation est-elle utilisée simplement comme un dispositif de sélection qui permet de repérer les aptitudes ou les attitudes favorables ou facilite-t-elle l'acquisition de ces attitudes, qui confèreraient aux travailleurs une plus grande valeur aux yeux de l'employeur (Blaug, 1973, et Psacharopoulos, 1978).

Des opinions divergentes s'opposent également quand il s'agit de savoir si la productivité est un attribut des travailleurs ou des emplois ; dans ce dernier cas, l'éducation fournit simplement aux travailleurs une meilleure chance dans la recherche d'un emploi, puisque les travailleurs très instruits ont de meilleures chances de décrocher un emploi où la productivité est élevée grâce à des investissements dans du matériel de pointe (Thurow, 1974).

Un moyen d'étudier l'apport de l'éducation sur le plan de la productivité serait de comparer la production de travailleurs ayant fait des études de niveaux différents plutôt que de comparer leurs rémunérations. Ainsi, les études sur la productivité agricole ont démontré que la production des agriculteurs est liée au niveau de l'éducation, mais pas toujours. L'éducation semble accroître la productivité dans les secteurs ou industries dynamiques mais non dans les secteurs où la technologie ne progresse pas (Leonor, 1976). Les implications sont sérieuses :

" Une éducation plus poussée (scolarisation) constitue-t-elle l'orientation à prendre pour les pays en développement afin d'accroître leur productivité ? Une scolarisation plus poussée dans les zones rurales augmenterait-elle la productivité ? Il faut répondre par l'affirmative en apportant toutefois des réserves : des facteurs complémentaires concourant au dynamisme doivent également être fournis. Bref, l'efficacité de l'éducation comme moyen d'accroître la production dépend des mesures qui l'accompagnent. En elle-même, l'éducation n'est pas très utile. " (Leonor, 1976, page 20).

En dépit de toutes ces controverses au sujet des effets de l'éducation sur la productivité, on semble s'entendre pour reconnaître que le rôle de l'éducation est beaucoup plus compliqué qu'on ne le supposait par le passé. Assurément, elle fournit aux travailleurs certaines connaissances et compétences, dont la lecture et l'arithmétique, mais il est impossible de faire acquérir directement dans les écoles des compétences auxquelles l'employeur du secteur moderne attache beaucoup d'importance, comme la capacité de communication et celle de comprendre des instructions très complexes. Néanmoins, ces compétences peuvent être indirectement favorisées par les programmes officiels d'enseignement et, simultanément, la scolarisation peut améliorer la capacité des travailleurs de profiter de la formation en cours d'emploi. D'après les observations faites dans plusieurs pays, le programme officiel d'enseignement et la formation en cours d'emploi, loin de s'exclure, sont complémentaires, car les travailleurs très instruits ont de meilleures chances de recevoir une formation en cours d'emploi que ceux qui le sont moins.

Voici par exemple ce que Blaug en pense :

" Les employeurs paient les travailleurs très instruits plus cher, même si leurs études ne leur ont permis d'acquérir aucune compétence spécifique parce que ceux-ci se soucient davantage d'atteindre des résultats, sont plus autonomes, prennent davantage d'initiatives pour résoudre des problèmes, s'adaptent plus facilement à l'évolution des circonstances, peuvent se charger plus rapidement de responsabilités de surveillance et profiter davantage de l'expérience de travail et de la formation offerte sur place. Les employeurs les paient plus cher non seulement au moment de l'embauche mais tout au long de leur vie active. Bref, ils attendent d'eux une plus grande productivité que des personnes moins instruites et leurs attentes ne sont pas déçues : la valeur économique de l'éducation réside donc principalement dans certaines aptitudes d'ordre social et dans le domaine des communications qui sont transmises aux étudiants ; ne vient qu'au second rang l'acquisition des compétences qu'exige la production d'un point de vue technique, formation préconisée par les planificateurs de la main-d'oeuvre. Par conséquent, si l'éducation concourt à la croissance économique, c'est davantage en transformant les valeurs et l'attitude des étudiants qu'en leur fournissant des aptitudes manuelles et des connaissances ; la valeur économique de l'éducation ne réside pas dans ce que les étudiants connaissent mais dans leur approche du problème de la connaissance. " (Blaug, 1973, p. 38).

Formation des travailleurs pour des emplois particuliers

Si, effectivement, l'éducation augmente la productivité des travailleurs en agissant sur leur attitude tout autant qu'en leur communiquant des connaissances et des compétences, il y a là des conséquences importantes pour des questions comme celle de l'orientation plus marquée des études vers les aspects professionnels. Bien des pays ont tenté de proposer de plus nombreux cours professionnels au niveau secondaire en établissant des écoles de formation technique et professionnelle ou des " concentrations " pour se rendre compte que les écoles préparant les élèves à des cours " académiques " les destinant à des études supérieures, conservent plus de prestige que les écoles d'enseignement professionnel.

En fait, un auteur a critiqué la notion même selon laquelle l'expansion de la formation professionnelle dans les écoles secondaires résoudrait le problème du chômage chez les étudiants qui quittent l'école en changeant leurs aspirations de carrière ; il l'a même qualifiée de " leurre de l'école professionnelle dans la planification du développement " (Foster, 1966). Selon lui, loin d'être irréaliste la perception qu'ont les élèves des possibilités réelles d'emploi et des salaires comparatifs offerts dans les différents domaines est souvent d'une grande exactitude.

" Dans les faits, la difficulté n'est pas que les diplômés n'accepteront pas certains types d'emplois, mais plutôt que les écoles (peu importe ce qu'on y enseigne) ont été insidieusement utilisées comme la porte d'entrée du secteur " émergent " de l'économie. Les écoles elles-mêmes n'y peuvent pas grand-chose. Tant que les parents et les étudiants concevront de cette façon le rôle de l'éducation, la formation agricole et professionnelle dans les écoles a peu de chance d'avoir un effet déterminant sur les aspirations professionnelles et l'orientation des élèves. Les aspirations résultent dans une grande mesure de la perception qu'on a des possibilités, sur le marché du travail, et les orientations de la structure réelle des possibilités dans ce secteur. La nature de la formation offerte intervient pour fort peu de chose. " (Foster, 1966, page 151)

Certes, nombreux sont ceux qui contesteraient ce point de vue. Cependant, les tentatives d'orienter les études secondaires vers le domaine professionnel, dans plusieurs pays (par exemple, en Amérique latine - voir Schiefelbein, 1976) ont démontré que la réforme du programme d'enseignement ne peut donner à elle seule des résultats significatifs. Tant que les études universitaires continueront de donner accès aux emplois les mieux rémunérés, les écoles professionnelles continueront d'avoir moins de prestige que les écoles secondaires à vocation " générale ".

Il importe de concevoir des politiques qui coordonnent au lieu de séparer les études générales et la formation professionnelle, de sorte que les établissements d'enseignement fournissent une meilleure préparation pour les emplois qui existent réellement. Etant donné les incertitudes de l'évolution technique et l'impossibilité de prévoir la demande pour différents types de postes, à long terme, les écoles doivent s'efforcer de favoriser la souplesse et les facultés d'adaptation chez les élèves dans toute la mesure du possible plutôt que de leur donner des compétences professionnelles spécifiques.

Par contre, il faut bien dire qu'on sait bien moins comment impartir cette souplesse que de communiquer des compétences précises. Les recherches futures devraient porter sur l'efficacité des différents programmes d'études et structures institutionnelles pour favoriser la souplesse, la mobilité et la capacité d'apprendre grâce à l'expérience du travail.

Il faut également faire des recherches sur les caractéristiques ou les compétences nécessaires pour les différents types d'emplois. Des analyses détaillées des emplois ont été tentées dans des pays industrialisés (comme les États-Unis et la Grande-Bretagne) mais rarement dans des pays en développement. Néanmoins, des comparaisons entre les

caractéristiques des travailleurs des différentes professions ou entreprises ont fait ressortir de vastes différences dans l'éducation et la formation de personnes accomplissant le même travail dans des pays différents (OCDE, 1970) ou dans le même pays (par exemple, en Indonésie, Hallak, 1978).

Il importe d'analyser ce que les travailleurs doivent réellement faire dans différents emplois et les caractéristiques personnelles, aptitudes et compétences dont ils ont besoin pour diverses professions si l'on veut modifier le système d'enseignement afin de mieux préparer la main-d'oeuvre sur le plan professionnel pour saisir les possibilités réelles d'emploi et si l'on veut atténuer les disparités qui existent à l'heure actuelle entre la formation offerte par l'appareil officiel et les qualités (y compris l'attitude et les connaissances) recherchées sur le marché du travail.

Utilisation de l'éducation dans la sélection des travailleurs

La nécessité d'informations plus abondantes sur les caractéristiques des emplois pose une autre question importante, celle des méthodes de recrutement et de promotion pratiquées par les employeurs. Divers développements récents dans les théories du marché du travail soulignent que les employeurs comblent certains postes en faisant appel au marché extérieur tandis que pour d'autres, ils se tournent vers le marché interne que constitue l'entreprise elle-même ; des travailleurs déjà aux services de l'organisation sont choisis pour être promus et reçoivent un complément de formation. Les facteurs qui régissent le fonctionnement des marchés interne et externe ne sont pas les mêmes (Doeringer et Piore, 1971).

Les théories de la segmentation du marché du travail vont encore plus loin, soutenant que, dans toute économie, il y a différents groupes ou classes qui doivent faire face à des conditions de marché très diverses en raison de forces socio-politiques et non économiques. Caractéristique importante de ces théories, l'éducation joue un rôle important dans les modalités de sélection pour les secteurs primaires du marché, mais non pour le secteur secondaire. Autrement dit, les travailleurs peu scolarisés ou ayant une formation réduite sont piégés dans le secteur secondaire où ils doivent affronter une incertitude beaucoup plus grande, de longues périodes de chômage, se contenter d'une faible rémunération, privés de toute mobilité sur le plan de l'emploi.

Cette segmentation des marchés fait toujours l'objet de controverses (Carnoy, 1978, et Psacharopoulos, 1978), mais il est évident que les méthodes d'embauche et de promotion diffèrent considérablement d'une profession à l'autre et que les diplômes exercent une plus grande influence dans les politiques de recrutement et de sélection de certains employeurs ; ainsi, les grandes sociétés accordent plus d'importance aux diplômes que les petites entreprises.

Si les employeurs utilisent largement les diplômes pour choisir et recruter leurs employés, il en résulte des distorsions extrêmes aussi bien dans la demande d'éducation que dans les programmes d'étude. De plus en plus d'étudiants tentent de décrocher un diplôme supérieur, tout simplement pour améliorer leurs chances de décrocher un emploi bien rémunéré. Cette tendance, que différents auteurs ont qualifiée de " maladie du diplôme " (Dore, 1976) entraîne, selon eux, un gaspillage éhonté de ressources, car de plus en plus de gens cherchent à améliorer leurs chances dans la " course " aux emplois tandis que, de leur côté, les employeurs relèvent constamment leurs exigences sur le plan des études (Berg, 1970).

Dans plusieurs pays, comme aux États-Unis (Berg, 1970), et en Inde (Blaug, Layard et Woodhall, 1969), on a observé cette " inflation des études ", mais on n'a pas montré dans quelle mesure elle est attribuable à des politiques irrationnelles de sélection de la part des employeurs, à l'utilisation des études comme " dispositif de sélection " et à l'évolution de la nature technologique des emplois avec le temps. La version extrême de l'hypothèse du " dispositif de sélection ", selon laquelle les employeurs exigent des études de plus en plus poussées simplement pour maintenir le rôle de " filtre " joué par l'éducation, veut que l'éducation ne serve à rien d'autre qu'à déceler les travailleurs dotés de capacités naturelles supérieures. Toutefois, cette hypothèse ne trouve aucune confirmation dans le fait que les travailleurs instruits continuent d'apprendre davantage que ceux qui le sont moins tout au long de leur vie active, même si les employeurs disposent, lorsqu'ils accordent des promotions à des travailleurs plus anciens, de données plus directes que les diplômes (Laynard et Psacharopoulos, 1974).

Selon une conception plus modérée, qui semble mieux expliquer le comportement observé chez les employeurs, ceux-ci ont recours aux diplômes dans le choix des travailleurs, en partie parce qu'ils y voient une méthode pour repérer les candidats qui ont les caractéristiques et attitudes recherchées (par exemple, ponctualité, persévérance, capacité de s'insérer dans une hiérarchie) et en partie parce que l'éducation développe ces caractéristiques.

Autres méthodes de sélection

L'argument sans doute le plus percutant qu'on oppose à cette version extrême de l'hypothèse de la présélection est ainsi conçu : si le système d'enseignement ne servait à rien d'autre qu'à déceler des aptitudes tout à fait indépendantes de l'éducation, on ne tarderait pas à voir apparaître des établissements qui proposeraient d'autres mécanismes de sélection meilleur marché, comme les tests d'aptitude, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Pourtant, dans la plupart des pays, on n'a pas trouvé jusqu'à maintenant des méthodes bon marché mais efficaces pour remplacer les diplômes scolaires (Little, 1977). Néanmoins, bien des pays cherchent à atténuer le

lien qui existe entre les diplômes et l'accès à certains emplois et, simultanément, à modifier les examens pour qu'ils permettent de faire des distinctions plus nettes et vérifient la compréhension des notions plutôt que l'apprentissage d'un rôle (Little, 1978a).

Attitudes à l'égard du travail et aspirations de carrière

On reproche souvent à l'éducation dans les pays en développement de susciter des aspirations peu réalistes chez les étudiants qui quittent l'école de sorte qu'ils ne sont pas disposés à accepter du travail manuel ou de travailler en zone rurale, préférant aller dans les villes chercher du travail de bureau même s'il est de plus en plus évident qu'il n'y a pas de débouchés de ce côté-là. On reproche donc aux écoles de susciter ces aspirations, mais selon une étude récente, les ambitions des jeunes en matière d'éducation ne sont pas la cause d'aspirations de carrière irréalistes mais bien le résultat des conditions du marché du travail, notamment les taux élevés de chômage chez les personnes instruites et les disparités de revenu extrêmes entre travailleurs urbains et travailleurs ruraux, disparités beaucoup plus marquées dans les pays en développement que dans le monde industrialisé ; par exemple, le ratio des revenus des ruraux par rapport aux citadins est de 1 : 1.3 en Grande-Bretagne, de 1 : 1.7 au Japon et de 1 : 2.4 aux Etats-Unis, mais de 1 : 4 en Iran et de 1 : 10 au Chili.

" Selon nos données, les étudiants des pays en développement espèrent atteindre les plus hauts niveaux du système d'enseignement, peu importe l'emploi qu'ils comptent occuper. En d'autres termes, l'éducation semble acquérir une valeur en elle-même - c'est une fin en soi que de faire le plus d'études possibles.

L'enseignement primaire sert à passer au secondaire et les études secondaires servent de préparation au troisième cycle. Celui-ci doit être un succès même si on finit par occuper un emploi de bas niveau. " (Little, 1978 b)

Cette affirmation selon laquelle les aspirations des étudiants ne sont pas aussi irréalistes qu'on le suppose généralement a d'importants prolongements. De toute évidence, les aspirations sur le plan des études et de la carrière ont des liens étroits, mais on postule souvent que ce sont les ambitions scolaires qui déterminent le choix de carrière plutôt que l'inverse. S'il est vrai que les aspirations en matière d'études découlent des conditions du marché du travail, notamment des taux relatifs de chômage, des revenus ainsi que du fait amplement vérifié du " recyclage " des emplois, les étudiants adoptent un comportement parfaitement réaliste et rationnel en essayant de poursuivre leurs études le plus loin possible même si leurs chances de décrocher un emploi généreusement rémunéré dans le secteur urbain sont faibles.

C'est dire que la meilleure façon d'influer sur la demande d'éducation est d'adopter des politiques visant à accroître le coût des niveaux supérieurs d'éducation - par exemple, en augmentant les frais de scolarité - tout en modifiant les salaires relatifs et

les pratiques d'embauche des employeurs, de préférence à des politiques conçues pour agir directement sur l'attitude des étudiants dans le système d'enseignement.

C'est là un exemple de la conviction de plus en plus répandue selon laquelle les réformes de l'enseignement ne peuvent contribuer à résoudre les problèmes du chômage et du sous-emploi que si elles s'accompagnent de politiques du marché du travail (Blaug, 1973, OIT, 1976).

Éducation et répartition du revenu

Les premiers travaux sur les avantages économiques de l'éducation ont porté essentiellement sur l'efficacité avec laquelle les ressources sont réparties et utilisées dans le système d'enseignement. On a soutenu que l'objectif de la planification de l'éducation consistait à maximiser le rendement en intensifiant les investissements aux niveaux d'éducation présentant la meilleure rentabilité. Dans les pays en développement, il s'agit de l'enseignement primaire, puisque la plupart des études sur le rendement ont démontré que l'enseignement primaire rapporte beaucoup plus que les études secondaires ou supérieures et, qui plus est, que le rendement de l'éducation décline à mesure qu'on passe aux niveaux supérieurs (Psacharopoulos, 1978).

Plus récemment, on a accordé plus d'attention aux questions d'équité. Dans les pays industrialisés, on a réclamé une modification des modalités de subvention afin d'assurer une répartition plus équitable des avantages et du fardeau financier de l'éducation. On a également soutenu qu'une plus grande égalité des chances sur le plan scolaire favoriserait une meilleure répartition des revenus. Cette hypothèse a fait l'objet de vives attaques (Jencks, 1972) et demeure au centre d'une controverse féroce. Néanmoins, en dépit d'incertitudes quant aux effets de l'éducation sur la répartition du revenu, il demeure vrai que les questions d'équité et de répartition du revenu reçoivent beaucoup plus d'attention dans les pays industrialisés qu'il y a une dizaine d'années, et cette préoccupation trouve un écho dans les pays en développement.

L'analyse des tendances actuelles dans l'octroi des subventions montre que les méthodes de financement de l'éducation sont injustes dans les pays en développement tout aussi bien que dans des pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne (Psacharopoulos, 1977). Vu les avantages considérables que l'individu retire de l'éducation et l'inégalité d'accès aux études supérieures, le transfert de revenu des contribuables pauvres au profit d'étudiants qui deviendront des diplômés grassement rémunérés est encore plus marqué dans les pays en développement que dans les économies plus développées ; c'est dire qu'il faudrait considérer avec beaucoup plus de sérieux la possibilité d'accroître les frais de scolarité et de substituer aux bourses des prêts aux étudiants. De la sorte, la répartition des frais de l'éducation serait plus juste et les avantages que la société et l'individu retirent de l'éducation seraient mieux proportionnés.

Tout aussi important, du point de vue de l'égalité d'accès à l'éducation et de ses effets sur la répartition des revenus, l'analyse des tendances de la répartition du revenu dans les divers pays laisse entrevoir que, généralement, un développement économique rapide entraîne des disparités plus marquées tant que le pays n'a pas atteint un haut niveau de développement ; c'est seulement lorsqu'un sommet a été atteint (correspondant à un PDB de \$200 à \$500 U.S. per capita) qu'on observera une tendance à l'égalisation des revenus (Pankert, 1973 et Mkandawire, 1976).

C'est donc dire que tout programme de développement qui vise à enrayer la pauvreté doit se préoccuper avant toute chose de la répartition du revenu. Si celle-ci en est venue à jouer un rôle central dans les débats récents sur les politiques de développement, c'est également pour une autre raison. On prête généralement à l'égalité de la répartition du revenu une influence importante sur l'emploi, surtout dans les pays en développement. L'argument avancé est double. Tout d'abord, la répartition entre riches et pauvres détermine le volume de l'épargne, facteur crucial dans le niveau de production et d'emploi. Cependant, en marge de cet effet, on soutient que la répartition entre riches et pauvres détermine non seulement le volume mais les tendances de la consommation. Tandis que les riches achèteront plutôt des biens de luxe comprenant une forte proportion d'importations et qui sont fabriqués grâce à des techniques de production à forte concentration de capitaux, les pauvres acquerront plutôt des biens et services de base produits sur place au moyen de techniques faisant appel à une main-d'oeuvre abondante. Ainsi, toute tendance à améliorer la répartition des revenus entraînera, directement ou indirectement, un accroissement de l'emploi.

Il s'agit là du fondement d'un certain nombre de programmes d'emploi, dont plusieurs projets du Programme d'emploi mondial de l'OIT, plus particulièrement les missions d'emploi en Colombie et aux Philippines (OIT, 1976, et Mkandawire, 1976).

Cependant, l'hypothèse voulant qu'une plus grande égalité de la répartition du revenu ait un effet positif sur l'emploi demeure largement invérifiée et constitue un article de foi plutôt qu'un fait reposant sur des données empiriques.

Autre article de foi généralement reçu, l'expansion des possibilités d'éducation entraîne une meilleure répartition du revenu. Etant donné que l'éducation est un facteur qui détermine les revenus, on soutient que, au moins à long terme, une plus grande égalité à l'égard de l'éducation entraînera nécessairement une meilleure répartition des revenus. Ce point de vue a, lui aussi, été contesté et on accepte maintenant de façon plus générale que l'éducation n'a qu'un rôle limité comme facteur de répartition du revenu, de sorte que toute tentative de redistribuer le revenu entre les riches et les pauvres doit se porter sur les différences de revenu et, surtout, sur les contraintes institutionnelles qui sont à l'origine des inégalités. Par exemple, Carnoy a examiné l'effet de l'éducation sur la distribution du revenu en Amérique latine et conclut :

" une meilleure répartition de la scolarité n'aboutit pas nécessairement à la suppression des disparités de revenu - les salaires et traitements relatifs que touchent les travailleurs selon leur degré de scolarisation peuvent changer avec le temps puisque les modifications de répartition de la scolarité peuvent enlever une certaine valeur relative aux niveaux inférieurs d'éducation. Ainsi, l'intervention de l'État pour fixer la structure de la rémunération est intimement liée aux effets qu'une scolarisation accrue et une répartition plus égale de la scolarité auront sur la répartition du revenu. " (Carnoy, 1975, p. 3)

Ainsi donc, la conclusion de la plupart des travaux récents sur les relations entre la répartition du revenu et l'emploi ainsi que sur les effets de répartition de l'éducation est que cette relation est plus complexe qu'on ne l'avait supposé ; pareillement, les effets de l'éducation sont plus incertains et plus lents qu'on ne le croyait par le passé. La conclusion de Mkandawire, après étude de toutes les recherches effectuées dans le cadre du Programme d'emploi mondial est la suivante :

" ces recherches révèlent la complexité de l'interrelation des mécanismes qui agissent sur l'emploi et la répartition et permettent de croire que toute stratégie visant à influencer directement sur l'un des facteurs dans l'espoir d'obtenir automatiquement les changements voulus en ce qui concerne les autres variables repose sur des fondements extrêmement fragiles. " (Mkandawire, 1976, p. 22)

Dans le même ordre d'idées, il soutient :

" S'il n'y a pas de restructuration radicale du processus de croissance économique, il n'est guère raisonnable de croire que l'éducation puisse modifier... la répartition du revenu de façon à faire contrepoids aux inégalités accrues que la plupart des pays en développement risquent de connaître avant d'obtenir les niveaux supérieurs de revenus qui favorisent une répartition des revenus plus égale. " (Mkandawire, 1976).

Le message semble clair : l'éducation a un effet sur la répartition des revenus puisqu'elle détermine l'accès aux postes bien rémunérés et la probabilité de chômage, mais la relation n'a rien d'automatique et toute stratégie visant la répartition du revenu doit comporter des mesures directes en matière de différences de rémunération et d'impôt, en plus de l'égalisation des possibilités d'études.

Éducation des adultes et travail

On a observé dans les pays en développement une expansion appréciable de la participation des adultes dans l'éducation de même qu'une augmentation rapide des inscriptions scolaires. L'éducation des adultes a pris essentiellement deux formes. D'une part, on a eu les programmes d'alphabétisation des adultes dont un bon nombre ont subi une réorientation au cours des dernières années, puisqu'on s'est détourné des campagnes traditionnelles d'alphabétisation de masse qui visent de multiples objectifs sociaux, pour adopter l'approche plus sélective et intensive de l'alphabétisation fonctionnelle adoptée par l'UNESCO en 1963, optique dont les objectifs économiques sont plus explicites et tiennent davantage compte des possibilités d'emploi. L'objectif des programmes d'alphabétisation fonctionnelle comporte, outre l'alphabétisation proprement

dite, une certaine formation professionnelle à l'intention des jeunes adultes âgés de 15 à 29 ans, et les projets ont été implantés dans des régions capables de connaître un rapide développement économique. On espérait donc au moyen de ce nouveau style de campagne favoriser une croissance économique plus rapide et multiplier les possibilités d'emploi. Malheureusement, l'évaluation des programmes d'alphabétisation, en Iran et en Tunisie par exemple, a montré qu'ils avaient été moins efficaces qu'on ne l'avait espéré pour préparer les adultes à occuper un emploi productif. Blaug conclut que " la cause de l'alphabétisation des adultes sur le plan économique semble plutôt faible aussi bien du point de vue des résultats que des objectifs d'emploi " (Blaug, 1973, p. 56).

L'autre grand type d'enseignement aux adultes dans les pays en développement a été celui des programmes de formation accélérée des adultes. Ces programmes, qui ont connu une expansion considérable, visent à combattre le chômage, mais les études ont démontré que la répartition géographique de l'éducation des adultes demeure toujours inégale et que les zones rurales en ont moins profité que les villes, surtout en Amérique latine (Schiefelbein, 1976).

Une évaluation de certains programmes d'éducation permanente, dans le cadre du programme d'emploi mondial de l'OIT (Stoikov, 1975) concluait :

" Pour ce qui est de savoir si l'éducation et la formation permanente contribuent à la création d'emplois ou à la réduction du chômage apparent ou déguisé, il n'est pas facile de débrouiller la question et il est impossible de donner une réponse globale... Certains programmes ont eu un effet positif sur certains problèmes d'emploi... " (Stoikov, 1975, p. 114).

Plus particulièrement, Stoikov mentionne trois types d'éducation permanente qui peuvent être particulièrement utiles pour accroître l'emploi ou mieux répartir l'emploi dans les pays en développement :

- 1) les programmes de formation professionnelle destinés aux adultes travaillant dans des industries où leur potentiel de production est limité par des lacunes précises dans leurs compétences (par exemple, le programme intensif pour la préparation de la main-d'oeuvre industrielle au Brésil) ;
- 2) la formation des travailleurs au niveau du village et les campagnes d'alphabétisation des adultes en secteur rural, lorsque ces efforts s'accompagnent d'autres investissements dans l'infrastructure ;

la remise à plus tard des études supérieures, pour la majorité de ceux qui quittent l'école, de sorte que lorsqu'ils accéderont à l'université, après une expérience de travail, ils pourront en profiter davantage grâce à une motivation plus grande et à l'atténuation des incertitudes quant à leurs aptitudes et aux possibilités de carrière.

Un programme semblable a été proposé à Sri Lanka à l'issue de la mission d'emploi de l'OIT (OIT, 1971).

Enfin, cette évaluation de la contribution des programmes de formation continue conclut sur une note prudente :

" Bien que la formation continue promette effectivement certains avantages concrets, elle n'est pas une panacée comme le prétendent certains de ceux qui la préconisent. " (Stoikov, 1975, p. 115-118)

Problème croissant du chômage chez les jeunes

A quelques reprises dans le présent document, on a abordé des questions mettant en cause la responsabilité du système d'enseignement dans les problèmes de chômage apparent ou déguisé. Par exemple, on s'est demandé si les écoles suscitaient ou tout au moins " nourrissaient " des aspirations de carrière peu réalistes, si le fait que l'éducation soit utilisée par les employeurs comme un " mécanisme de sélection " pour choisir leurs candidats amenait inévitablement les employeurs à demander des études de plus en plus poussées tout simplement pour préserver la fonction de " filtre " de l'éducation et s'il est possible de rompre le lien entre le recrutement et les diplômes scolaires comme on a tenté de le faire en Chine. Tout au long de l'exposé, on a postulé la gravité du problème. Ces dernières pages proposent un bref aperçu de l'ampleur du problème dans les pays en développement et un dernier résumé de la gamme des solutions proposées.

Pour montrer l'ampleur du problème, on peut faire appel à de nombreux ensembles de données statistiques. L'une des plus frappantes est fournie dans un document de l'OIT intitulé " Basic Arithmetic of Youth Employment " (Jeunes chômeurs - données de base). L'objet de ce document est de montrer les effets combinés des réalités démographiques dans les pays en développement et de l'explosion de l'éducation observés dans ces pays au cours des 20 dernières années (Dore, Humphrey et West, 1976).

L'étude consiste en estimations des résultats du système d'enseignement et des postes vacants dans le secteur moderne, dans 25 pays, en 1973 et en 1980. Voici ce qu'elle démontre :

" dans de nombreux pays en développement, le nombre maximum de nouveaux emplois dans le secteur moderne qu'on peut espérer avec les taux les plus optimistes de croissance ne suffirait pas pour plus de 20 à 30% - parfois à peine 15% - du nombre de jeunes gens qui font leur entrée sur le marché du travail dans une année donnée. Pourtant, au fur et à mesure qu'augmentent les inscriptions (beaucoup plus rapidement que les possibilités d'emplois) bien plus de 15 à 30% de chaque groupe d'âge décrochent les certificats qui selon eux, leur donnent droit à un emploi dans le secteur moderne. " (Dore et alii 1976, p. 2).

Ainsi, les calculs réalisés pour le Kenya, fondés sur des hypothèses plutôt optimistes sur le taux de croissance économique et celui de l'augmentation du nombre

d'emplois dans le secteur moderne démontrent qu'en 1980, le nombre de jeunes gens faisant leur entrée sur le marché du travail sera de 346,000 dont 57% auront terminé les études primaires et 21% les études secondaires. Cependant, le secteur moderne ne saurait absorber que 13% de ces jeunes, ce qui laissera au chômage 44% des travailleurs de ce groupe d'âge qui auront terminé leurs études primaires ; si nous considérons le nombre d'emplois sans travail manuel par rapport au nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études secondaires, on constate que 15% des jeunes de ce groupe d'âge seront chômeurs même s'ils ont terminé leurs études secondaires.

Après avoir exposé ces calculs, les auteurs concluent :

" Dans la plupart des pays en voie de développement, l'époque est bien révolue où le problème central de la planification de l'éducation était de produire suffisamment de main-d'oeuvre qualifiée pour le secteur moderne... Les systèmes scolaires continuent sur leur lancée, à peine contrôlable, vers l'expansion. L'écart s'élargit entre le nombre de jeunes qui sortent des écoles et les possibilités d'emplois qu'offre le secteur moderne. La planification de l'éducation ne saurait plus se résumer à une simple manipulation de chiffres. " (Dore et alli)

Vers une solution

Les chiffres résumés à la section précédente brossent un tableau plutôt sombre. On a essayé d'évaluer la part de responsabilité du système d'enseignement dans ce problème, et la conclusion générale d'une étude de l'OIT est typique :

" Il est évident que l'éducation n'est en rien responsable du problème du déséquilibre global (c'est-à-dire entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre) et aucune modification du système d'enseignement ne changera le nombre des emplois... par contre, on peut blâmer l'éducation de l'un des problèmes de déséquilibre structurel : l'harmonisation des possibilités d'emploi et des aspirations. " (Emmerij, 1972)

Autrement dit, la conclusion essentielle de la plupart des études récentes réalisées sur le rapport existant entre l'éducation et l'emploi est que l'éducation ne peut à elle seule résoudre les problèmes de chômage et de sous-emploi des ressources humaines dans les pays en développement. Elle peut cependant, si les bonnes décisions ne sont pas prises, aggraver ces problèmes d'une part en utilisant des ressources rares d'une façon inefficace et inéquitable, les détournant d'autres usages plus rentables et d'autre part en suscitant ou du moins en nourrissant des attitudes peu réalistes à l'égard du travail et des aspirations qui ne le sont guère plus au sujet des emplois et des revenus.

Les solutions avancées varient énormément ; il serait carrément impossible de les résumer toutes. Un élément commun se retrouve presque toujours, cependant : l'attitude des planificateurs de l'éducation, des hommes politiques et des enseignants devra changer du tout au tout si l'on veut que les systèmes et les établissements d'enseignement réussissent à s'adapter pour contribuer à la solution du problème sans cesse croissant du

chômage. Par ailleurs, les réformes de l'éducation ne sauraient suffire ; elles doivent s'accompagner de changements dans les conventions du marché du travail, dans les structures traditionnelles des salaires et la répartition des revenus, dans les méthodes de recrutement et de sélection et peut-être même dans tout le cadre social et politique.

Dans cette dernière partie, on s'efforcera simplement de résumer les éléments fondamentaux qui doivent figurer dans une politique de réformes de l'éducation et du marché du travail, afin de réduire l'incompatibilité du monde scolaire avec celui du travail.

1. Contrôles quantitatifs du système d'éducation, surtout aux échelons supérieurs, afin de prévenir tout investissement excessif dans les études secondaires et supérieures aux dépens des études primaires et de l'éducation de base.
2. Réformes des méthodes d'examen et de sélection afin de prévenir l'inflation des diplômes - celle-ci se traduisant par un nombre de plus en plus grand d'étudiants cherchant à atteindre un niveau de formation de plus en plus élevé tout simplement pour détenir un avantage relatif pour décrocher un emploi dans le secteur moderne - et d'atténuer les distorsions attribuables à ce phénomène dans l'attitude à l'égard de la formation et du travail.
3. Modifications des mécanismes de financement pour faire porter une partie des frais de l'éducation aux niveaux secondaire et supérieur à des agents économiques privés pour alléger la part du secteur public et afin de réduire les avantages que le particulier retire de l'éducation, ce qui en réduira la demande et rendra davantage comparable la rentabilité de l'éducation pour la société et l'individu.
4. Modifications des structures salariales afin de réduire les disparités de revenus trop marquées et les avantages considérables que l'individu retire des études supérieures et enfin pour affaiblir la relation entre les diplômes et les gains lorsque ce rapport repose sur les pratiques d'embauche traditionnelles plutôt que sur la productivité.
5. Souplesse plus grande des établissements d'enseignement de sorte que les études et la formation à l'école aussi bien qu'à l'extérieur soient mieux coordonnées et que l'étudiant ait une plus grande gamme de choix quant au moment et à la nature de sa formation, officielle ou non, et de son expérience de travail.
6. Meilleure compréhension de l'influence de l'éducation sur l'attitude, de sorte que des qualités comme l'autonomie ou la créativité, qui accroissent la productivité du travailleur puissent être favorisées par le système d'enseignement. Les tentatives

de réforme du programme d'études afin d'améliorer la préparation professionnelle, de mieux adapter les études aux besoins des zones rurales ou du travail indépendant exigent dans tous les cas que nous accordions plus d'attention à l'effet de l'éducation sur l'attitude plutôt que de s'en tenir exclusivement aux compétences et aux connaissances. De façon analogue, les améliorations des politiques de recrutement des employeurs exigent souvent qu'on fasse une place plus grande à la définition des attributs, compétences et attitudes qui améliorent la compétence du travailleur à un emploi donné et une importance moindre à la définition des exigences du poste du seul point de vue des diplômes.

Les divergences de vues sont nombreuses au sujet des mesures concrètes qui permettraient d'atteindre ces divers objectifs et le dosage précis entre les réformes de l'éducation, celles du marché du travail et des modifications institutionnelles plus radicales qui peuvent s'imposer. Néanmoins, un consensus très large se dégage pour reconnaître que c'est perdre son temps que de chercher une solution simple aux problèmes exposés dans ces pages ; on reconnaît également de façon générale que les relations entre l'éducation, l'emploi et la productivité sont beaucoup plus compliquées qu'on ne l'avait supposé par le passé soit dans les prévisions de main-d'oeuvre, dans les analyses de rentabilité de l'éducation ou dans certaines tentatives de réforme du programme d'études ou d'autres types de réformes de l'éducation préconisées par le passé.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahamad, B. et Blaug, H., eds. 1973. The practice of manpower forecasting. Elsevier, Amsterdam.
- Arrow, K. 1973. Higher education as a filter. *Journal of Public Economics*. (juillet)
- Becker, G.S. 1st ed. 1964, 2nd ed. 1975. Human Capital. National Bureau of Economic Research, New York.
- Berg, I. 1970. Education and jobs : the great training robbery. Penguin Education.
- Blaug, M. 1973. Education and the employment problem in developing countries. OIT, Genève.
- Blaug, M., Laynard, P.R.G., et Woodhall, M. 1969. The causes of graduate unemployment in India. Allen Lane/The Penguin Press, Londres.
- Carnoy, M. 1975. Can educational policy equalize income distribution in Latin America? WEP research working paper. WEP 2-18/WP6, OIT, Genève. (miméographié)
- Carnoy, M. 1978. Segmented labor markets : a review of the theoretical and empirical literature and its implication for educational planning. IIPE, Paris. (miméographié)
- Coombs, P.H. et Ahmed, M. 1974. Attacking rural poverty : how non-formal education can help. Johns Hopkins Press.
- Doeringer, P. et Piore, M. 1971. Internal labor markets and manpower training. Heath Lexington Books, Lexington (Mass.).
- Dore, R. 1976. The diploma disease Allen and Unwin, London.
- Dore, R. Humphrey, J. et West, P. 1973 and 1980. The basic arithmetic of youth employment : estimates of school outputs and modern sector vacancies for twenty-five countries. WEP research working paper. WEP 2-18/WP 9. OIT, Genève. (miméographié)
- Emmerij, L. 1973. Education and employment : some preliminary findings and thoughts. *Revue internationale du travail*, Volume 107, n° 1.
- Foster, P. 1966. The vocational school fallacy in development planning. In Anderson, C.A. et Bowman, M.J., eds., Education and economic development. Aldine Publishing Co., pp. 142-166.
- Hallak, J. 1978. Education and work in Indonesia. IIPE, Paris.
- ILO. 1971. Matching employment opportunities and expectations : a programme of action for Ceylon. Genève.
- ILO. 1976. Employment and growth and basic needs : A one world problem. Genève.
- Jencks, C. 1972. Inequality. Basic Books.
- Jolly, R., de Kadt, E., Singer, H., et Wilson, F., eds. 1973. Third world employment: problems and strategy. Penguin Educations, Harmondsworth, U.K.
- Layard, P.R.G. et Psacharopoulos, G. 1974. The screening hypothesis and the returns to education. *Journal of political economy*. (september/october).
- Leonor, M.D., Jr. Education and productivity : some evidence and implications. WEP research working papers, WEP 2-18 / WP 8. OIT, Genève. (miméographié)

Little, A., 1977. The use of educational qualifications in labour markets -- an annotated bibliography. Institute of Development Studies Library, Occasional guides No. 11. Brighton, Sussex.

Little, A. 1978. Labour market backwash and the educational process -- an annotated bibliography. Institute of Development Studies Library, Occasional guides No. 12. Brighton, Sussex.

Little, A. 1978. The occupational and educational expectations of students in developed and developing countries. Institute of Development Studies research reports. Brighton, Sussex.

Mkandawire, P. Th. 1976. WEP research : a critical review. Agence suédoise pour la coopération en recherches avec les pays en voie de développement, Rapport SAREC n° R:1.

O E C D. 1970. Occupational and educational structures of the labour force and levels of economic development : possibilities and limitations of an international comparison approach. Paris.

Paukers, F. 1973. Income distribution at different levels of development : a survey of evidence. International Labor Review, Vol. 108, No. 2-3, August/September.

Psacharopoulos, G. 1973. Returns to education : an international comparison. Elsevier, Amsterdam.

Psacharopoulos, G. 1975. Earnings and education in O E C D countries. O E C D, Paris.

Psacharopoulos, G. 1977. The perverse effects of public subsidisation of education. Comparative education review, February.

Psacharopoulos, G. 1978. Education and work : an evaluation and inventory of current research. IIPE, Paris. (miméographié)

Schiefelbein, E. 1976. Education and employment in Latin America. OIT/PREALC, Santiago.

Simmons, J. 1979. The education dilemma : policy issues for developing countries in the 1980's. Pergamon Press, Londres.

Simmons, J. 1972. Towards an evaluation of literacy and adult education in a developing country. Harvard Graduate School of Education.

Stoikov, V. 1975. The economics of recurrent education and training. OIT, Geneva.

Thurow, L.C. 1972. Education and economic equality. The Public Interest.

